VOULOIR
revue culturelle pluridisciplinaire
parution trimestrielle
automne 1988 - annexe du n°49
Bureau de dépôt: Bruxelles 19

45-

Actes du colloque-débat du 8 juin 1986 à l'Université de Genève



L'Afrique du Sud: dernier bastion?

Sommaire:

Le colloque, dont voici les actes, a été organisé par le Cercle Proudhon de Genève, dans les locaux de l'Université de la ville, le 8 juin 1986.
Nous remercions les organisateurs de ce Cercle pour la confiance qu'ils nous témoignent en nous confiant le travail d'édition de ces actes.
Pour tous renseignements, écrire à l'adresse suivante:
Cercle Proudhon,
Case postale 522,
CH-1211 Genève 6 (Suisse).

Sommaire

ADRESSE DE VOULOIR:
BPB N°41,
B-1970 Wezembeek-Oppem (Belg.).
Direction: Robert Steuckers.
Rédaction (pour ce numéro spécial): Philippe Hildenbrandt.

Editorial

Quelle est aujourd'hui la signification de l'Afrique du Sud pour un Européen? Pourquoi s'arrêter sur l'histoire récente de ce pays? Est-ce pour la croissance économique (1) qu'il connaît malgré les sanctions économiques ou encore pour le redressement de sa balance des paiements (2)? Certainement pas. Serait-ce à la suite de la politique d'accalmie réussie dans les cités noires où règnait, il y a peu, une criminalité d'une rare violence? Non plus. Est-ce pour avoir réussi à devenir, dix ans après l'embargo international sur les ventes d'armes à destination de Prétoria, le douzième exportateur d'armes au monde?

Non, ce n'est pas tellement dans ces domaines-là que se situe l'intérêt de la RSA pour un Européen. C'est en fait moins en Afrique du Sud que chez nous qu'il faut le rechercher. Car ce pays agit comme un révélateur de la duplicité et du racisme des Occidentaux contemporains, état de choses où se perçoivent des lacunes dans la recherche d'alternatives humaines à la situation sud-africaine, caractéristiques de l'idéologie universaliste dominante dans nos pays.

La duplicité. En juillet dernier, lors de la conférence décennale de Lambeth, des évêques anglicans venus du monde entier déclarèrent solennellement "comprendre la violence" comme moyen de libération. Desmond Tutu, le célèbre archevêque Xhosa, était tout sourire, il venait d'obtenir le soutien officiel de la Communauté anglicane pour son combat. Malheureusement, son plaisir fut vite gâché. Un évêque britannique fit pertinnement remarquer que cela revenait à légitimer la lutte de l'IRA. Sujet douloureux s'il en est en Grande-Bretagne. On procèda donc rapidement à un amendement moins compréhensif envers les "mouvements terroristes" européens. Deux poids, deux mesures?

C'est avec grand intérêt que l'on remarquera également que nos bonnes âmes, si prodigues en belles paroles sur les droits de l'homme, paraissent souvent considérer les crimes racistes commis par des Noirs comme moralement moins condamnables que ceux perpétrés par des Blancs. Ne s'agit-il pas là d'un racisme à rebours? Car enfin, on semble trouver normal qu'un Noir, que l'on considère alors implicitement comme un «sauvage», adopte un comportement plus brutal, plus bestial qu'un Blanc. Les récents massacres du Burundi nous rappellent qu'il existe de nombreux conflits ethniques à travers le monde, qui sont bien plus sanguinaires, d'ailleurs, que celui qui oppose les différentes tribus (blanches et noires) d'Afrique du Sud. Gageons qu'on ne verra pas de sitôt le Brurundi au ban des nations civilisées malgré la sujétion séculaire des Hutus.

Cette même partialité affecte également nos médias qui négligent les événements qu'ils ne parviennent pas à interpréter au travers du prisme déformant de leur conception du monde. A-t-on jamais décrit dans les colonnes de nos journaux le lynchage de Maki Skosana? Cette femme noire était accusée par sa communauté d'être la maîtresse d'un Blanc, elle fut traînée dans la rue, battue à coups de pieds, et alors qu'elle protestait de son innocence (3) et qu'elle était sur le point de mourir, de jeunes noirs l'arrosèrent d'essence et la brûlèrent vive. Ils piétinèrent vindicativement son corps jusqu'à ce qu'il n'en resta plus que des cendres sans forme. Quelques heures après cette mort atroce, un activiste noir reconnut à la TV l'«innocence» de la victime. Où étaient nos bonnes consciences profesionnelles pour dénoncer ce crime cruel, authentiquement raciste?

Laissons de côté l'hypocrisie des opposants progressistes de Prétoria: car quel modèle alternatif réaliste et pacifique ont-ils à proposer? Beaucoup sont, en réalité, partisans de la politique du

SUITE PAGE 37



Le célèbre monument aux «Trekkers», symbole d'un enracinement historique solide.

L'Afrique du Sud: une perspective historique

par Pieter J. S. BEZUIDENHOUT

Leopold von Ranke, qui fut probablement le plus célèbre de tous les historiens, disait ceci à propos de l'histoire: «L'Histoire devrait juger le passé et préparer le monde contemporain pour l'avenir».

A mon avis, personne ne discutera ce qui pour Ranke constitue l'objectif fondamental de l'histoire. Cependant, le débat est ouvert sur la façon dont l'homme interprète l'histoire —il lui arrive souvent de la modeler sur sa tournure d'esprit politique ou idéologique. L'histoire est aussitôt déformée, tout comme la perception contemporaine qui s'y appuie, cette dernière, à son tour, contamine la perspective que l'homme a du futur.

Toute interprétation de l'histoire d'un pays peut mettre gravement en péril son avenir: elle peut l'affaiblir. C'est la raison pour laquelle Ranke s'est montré très circonspect dans sa phraséologie. Il a pris soin de dire que l'histoire devait juger le passé et que ce n'était pas à l'homme à le faire. Pour Ranke, les faits historiques parlent d'eux-mêmes.

Une autre particularité peut entraîner une déformation de la perception que l'homme a du passé et donc sa perception de l'histoire contemporaine. C'est le cas lorsque des faits historiques sont délibérément oubliés, très souvent pour des motifs politiques ou idéologiques.

Enfin, le manque total de perspective historique est aussi dangereux qu'une déformation ou une omission délibérée. Sans perspective historique, les éléments complexes et inapparents que l'on trouve invariablement dans tout pays tendent soit à être ignorés soit à être hypersimplifiés. Les media internationaux, qui tentent d'y chercher et d'y donner des solutions instantanées, sont les principaux responsables de cette situation. Le facteur-temps ne leur permet pas toujours de combiner les questions du jour avec une analyse historique détaillée. Ils transmettent donc les messages dans les grandes lignes en les illustrant d'images sélectionnées et ils obligent l'homme de la rue à adopter un point de vue moral sur des questions fort éloignées de son propre champ d'expérience.

Cette méthode entraîne fréquemment de la confusion ou une frustration, spécialement quand le problème apparaît finalement plus compliqué que ne le laissaient croire les media.

II

L'analyse de la situation sud-africaine, d'une point de vue historique ou non, a débouché sur l'image courante qui la caractérise sur la scène internationale. Dans son cas, on a eu recours à toutes les techniques d'interprétation que j'ai mises en évidence plus haut.

On n'a toujours pas trouvé de solution à ce qui paraissait n'être d'abord qu'un problème racial. Il semble au contraire que la situation se complique de plus en plus. Pourquoi l'histoire sud-africaine ne nous instruit-elle pas comme Ranke l'a demandé? Peut-être devons-nous jeter un autre regard sur l'histoire sud-africaine telle qu'elle a été compilée par divers historiens au cours des années écoulées?

Commençons par un examen de l'historiographie sud-africaine telle qu'elle se présente aujourd'hui.

III

L'observateur intelligent remarquera immédiatement qu'une controverse fait rage actuellement sur la nature de l'histoire sud-africaine. En résumé, on pourrait dire qu'il s'agit d'une controverse libéralo-radicale. Au centre de la discussion, on trouve le problème des relations entre la politique raciale sud-africaine et son développement économique. Cette situation nous force à prendre en considération la plupart des paramètres de l'histoire sud-africaine au cours de ces trois derniers siècles. Cette étude nécessite une analyse approfondie de la vie économique et politique contemporaine et —plus important encore— elle reflète les différents objectifs et les diverses prospectives d'avenir. Il n'est pas surprenant que cette controverse historique possède de larges ramifications en Afrique du Sud.
Examinons d'abord l'interprétation libérale de l'histoire sud-africaine.

IV

En Europe, on base généralement sa perception de l'Afrique du Sud sur l'interprétation libérale. Ses racines s'ancrent dans la pensée libérale du 19ème siècle, celle-ci se caractérisant par des hypothèses relatives à l'unité fondamentale de l'humanité, à la dignité de la personnalité humaine, aux droits fondamentaux de l'individu, sans considération de race ou de croyance, aux bienfaits de l'éducation, au pouvoir de la raison et aux possibilités d'un progrès rationnel; l'Afrique du Sud suscite l'inquiétude au sujet des relations raciales. Les libéraux ont trouvé une unité de vue dans l'inquiétude qu'ils ressentaient pour les Noirs, dans leur meilleur intérêt, du moins tel qu'**eux** le percevaient (ce qui malheureusement ne correspondait pas toujours à ce que les Noirs ressentaient comme étant leur intérêt). En ce domaine, leurs attitudes, leurs méthodes et leurs priorités avaient tendance à être plutôt politiques et moralistes qu'économiques. Ils se sont généralement engagés à mettre fin à la législation discriminatoire pour assurer non seulement le règne de la loi mais également l'application des libertés civiles et de l'éducation libérale pour les individus de toutes races et —du moins dans le siècle passé— et à développer une démocratie libérale, non raciale et parlementaire, calquée sur le modèle britannique, avec le droit de vote universel ou limité.

L'école historiographique libérale naquit en 1920 en Afrique du Sud; elle jouit très vite d'une audience croissante dans les universités anglophones et favorisa une opposition libérale grandissante vis-à-vis des gouvernements de l'Union qui, à l'époque, avaient des Afrikaners à leur tête.

Les avatars de l'historiographie libérale

L'interprétation libérale a rencontré un succès populaire important; elle se révélait persuasive d'autant plus que ses livres étaient largement lus dans le monde anglophone. L'opposition libérale au gouvernement sud-africain et sa répugnance pour l'Afrikaner s'étaient également accrues proportionnellement à son déclin politique des vingt-cinq dernières années. Cette hostilité se révéla particulièrement lorsque les Afrikaners commencèrent à se défaire des liens coloniaux qui enserraient l'Afrique du Sud, pour y mettre définitivement fin en 1960. Mais en même temps, et assez ironiquement, ils furent soumis aux attaques des radicaux et plus souvent encore, des



Dans la lutte pour leur indépendance, face aux projets impériaux de Cecil Rhodes qui envisageaient de mettre tout le continent africain sous la coupe de l'Angleterre, depuis Le Caire jusqu'au Cap, les deux nations boers ont mené un combat anti-colonialiste. Leurs moyens étaient faibles, même si l'on a pu conserver cette photographie d'une imposante pièce d'artillerie.

radicaux Noirs. On les accusait de se montrer protecteurs et malhonnêtes dans leur perception du rôle que les Noirs avaient joué dans l'histoire sud-africaine. Il n'est pas faux de dire que l'Afrikaner est désorienté en Afrique du Sud car il est soumis aux attaques de la gauche comme de la droite. Qui plus est: ses idéaux ont été rejetés en bloc par le Sud-Africain Noir. Le libéralisme est finalement sur le point de quitter la scène politique sud-africaine; il n'est plus un facteur déterminant. Quelle est la raison de cet échec? Il n'a pas réussi à s'attirer le soutien des Noirs de l'étranger qu'il a pourtant soutenus si assidûment. Les opinions étrangères qu'il épousait se cantonnaient spécialement dans les mouvements libéraux européens et nord-américains. Quelles sont ces opinions? En résumé: les Afrikaners, soumis à une grande variété d'influences au début de leur histoire, ont développé, vers 1800, un degré inhabituel d'exclusivité culturelle et sociale et ont adopté un ensemble d'attitudes anti-progressistes. Avec les Africains installés sur leur frontière orientale, ils ont été confrontés à une population de loin plus nombreuse et beaucoup plus résistante que celles des premières sociétés non-européennes qu'ils avaient rencontrées: les Hottentots et les Boshimans. Vers 1800 débutèrent les longues séries de guerres frontalières; leur interaction avec le commerce et la culture a caractérisé les relations euro-africaines du 19ème siècle. Les Britanniques se sont installés vers 1806; ils importaient avec eux de nouvelles idées dynamiques (économiques, politiques et sociales), nées dans une Europe en pleine mutation. Dans ces circonstances complexes, des groupes de Britanniques aux intérêts libéraux différents —les missionnaires, les Settlers de 1820, les politiciens de Londres— remportèrent plusieurs victoires en Afrique du Sud dont l'introduction de réformes législatives et constitutionnelles, une presse indépendante, l'égalité civile pour les Hottentots et les gens de couleur et la fin de l'esclavage. En franchissant la frontière lors du Grand Trek, les extrémistes Afrikaners pouvaient échapper à cette libéralisation et vivre comme ils l'avaient toujours fait. Au cours de la seconde partie du 19ème siècle, les Africains d'Afrique du Sud ont extrêmement souffert des événements. Malgré les efforts des missionnaires et de responsables compréhensifs, ils ont été minés par les guerres continuelles et par la voracité de la société européenne, désireuse de s'approprier des terres. Leurs terres ont été expropriées, leur base économique s'est trouvée appauvrie, leur culture détruite. Et pour toutes sortes de raisons (qu'il vaut mieux ne pas mentionner), le gouvernement britannique n'a soutenu que par intermittence les politiques libérales progressistes qu'il aurait dû appliquer.

Les résultats cumulatifs du Grand Trek, de la Première Guerre des Boers contre les Britanniques en 1880-81, la Guerre Anglo-Boer, désastreuse, et finalement l'Acte d'Union —dont le Gouvernement britannique finit par se laver les mains— compliquèrent encore la construction d'une Afrique du Sud libérale.

L'impact des idées libérales sur les opinions étrangères

On connut alors une période de frustration —qui culmina avec l'élection de 1948 lorsque l'idéologie politique afrikaner, le nationalisme, mit virtuellement fin à toutes futures aspirations libérales. Quels que soient ses mérites, l'école libérale des historiens, par ses omissions plutôt que par ses déformations délibérées, laissa une impression indélébile sur son audience à l'étranger qui peut se résumer de la manière suivante:

1. Le problème sud-africain concerne fondamentalement les relations inter-raciales —surtout celles qui règlent les problèmes entre Noirs et Blancs;

2. Les Afrikaners ont été les premiers responsables de l'introduction de l'apartheid en 1948, ce qui, en soi, était un affront à la politique libérale d'intégration.

3. La Grande-Bretagne, en tant que puissance coloniale, se prononçait en faveur des politiques intégrationnistes et tous les Sud-Africains anglophones avaient des idées libérales mais elles se voyaient contrecarrées par l'entêtement de leurs compatriotes afrikaners.

4. Tous les Sud-Africains étaient unis et partageaient les mêmes opinions que leurs compatriotes anglophones.

5. L'Afrikaner est devenu un anachronisme en cette époque moderne où nous vivons.

On ne doit donc pas s'étonner que, d'une part, l'Afrique du Sud soit considérée comme un problème colonial et d'autre part, que ce problème puisse se résoudre assez facilement en ôtant tout simplement le pouvoir politique aux Afrikaners. Mais les libéraux ne voulaient pas nécessairement que le pouvoir soit transmis de l'Afrikaner à son compatriote noir sud-africain. Ils désiraient le voir transféré aux adeptes de leur philosophie —à condition qu'ils soient de bonne souche coloniale.

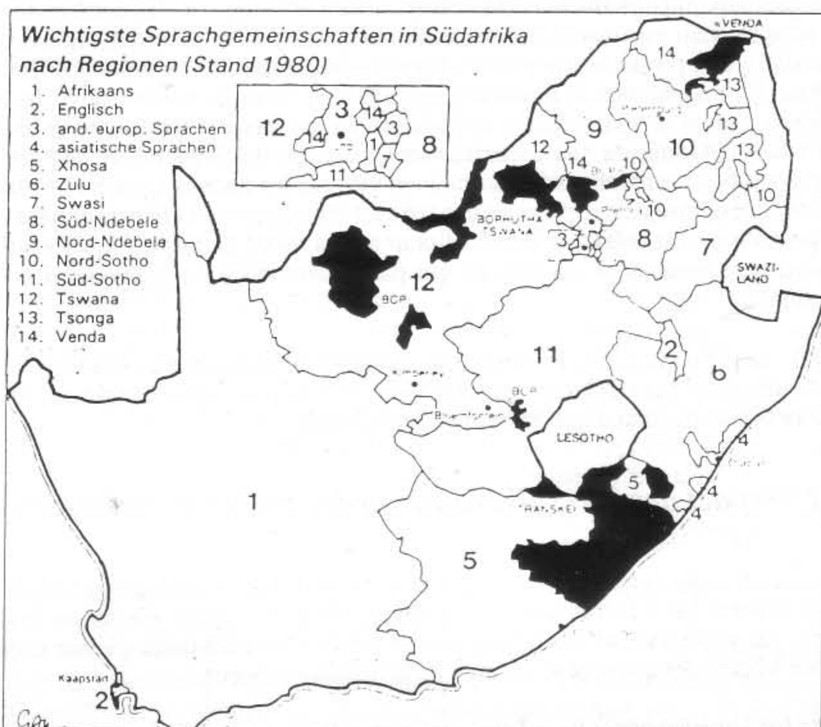
V

Il n'est par conséquent pas surprenant que l'école radicale, s'opposant aux libéraux, ait exigé une révision drastique et fondamentale de l'interprétation libérale au cours de chaque période de l'histoire sud-africaine.

Comme pour les libéraux, les racines de l'interprétation radicale s'ancrent profondément dans le 19ème siècle; elles ont Marx comme référence ainsi que les attaques radicales contemporaines dirigées contre l'exploitation européenne des zones coloniales.

Voici, en résumé, les arguments des radicaux:

Au début, les comportements sociaux des Afrikaners n'ont pas été, comme les libéraux le croient, une source principale d'oppression raciale. En réalité, le traitement que les Afrikaners ont réservé aux Noirs placés sous leur contrôle était qualitativement différent du racisme qu'ils développèrent pour répondre aux besoins du capitalisme industriel de la fin du 19ème siècle. Contrairement à ce que les libéraux prétendent, les Noirs ne furent pas désorientés par l'implantation au 19ème siècle de la culture et de l'économie britanniques et puis subjugués par les Afrikaners, ils ont, en réalité, été submergés par la pression du capitalisme. Le capitalisme en Afrique du Sud ne pouvait tolérer ni une indépendance ni une concurrence économique africaine et toutes les législations futures, élaborées par les différents gouvernements sud-africains, visaient à respecter ces objectifs. Ce fut comme un coup moral porté aux soi-disant forces progressistes des cercles libéraux quand on se rendit compte que l'Afrikaner n'était pas le seul responsable de l'invention et de l'implantation de l'apartheid. Pour la première fois, ils avaient dû publiquement reconnaître que les premières lois d'apartheid n'avaient pas été établies en 1948 mais en 1660 déjà, quelques années seulement après l'arrivée des Néerlandais au Cap. Ces lois avaient été élaborées pour éviter toute friction entre les races. Ainsi une loi fut-elle votée en 1685 interdisant tout mariage



Les principales communautés linguistiques en Afrique du Sud dans leurs régions respectives en 1980. Blancs, Bantous et Asiatiques (Indiens) se répartissent dans des zones géographiques distinctes, où l'on aperçoit en filigrane, les anciens sites occupés par les tribus noires-africaines ou les communautés boers.

entre Blancs et Noirs. L'érosion systématique des droits économiques et politiques des Noirs débuta également bien avant la prise du pouvoir par les Afrikaners, en fait sous plusieurs Administrations coloniales britanniques. Les autorités britanniques se montrèrent d'ailleurs particulièrement intransigeantes: l'Afrique du Sud devait rester un pays de Blancs mais devenir également tout à fait britannique. Le Ministère Britannique réaffirma cette volonté en décidant d'exercer en 1899 un contrôle ferme sur toute l'Afrique du Sud. Cette décision provoqua une des premières et des plus sanglantes guerres anti-coloniales d'Afrique —entre les Boers et les Britanniques. Ce conflit constitua également l'un des premiers chocs entre le nationalisme africain et l'impérialisme. Avec la Paix de Vereeniging, Lord Milner devint le Haut Commissaire de l'Afrique du Sud britannique.

Milner s'opposait violemment à ce que l'on accorde un pouvoir politique aux Noirs. Il a notamment dit: «Le pouvoir de l'homme blanc se justifie principalement par l'argument suivant: c'est le seul moyen possible d'élever le Noir, non à notre niveau de civilisation —on peut douter qu'il l'atteigne jamais— mais à un niveau beaucoup plus élevé que celui qu'il occupe à présent».

En 1903, Milner nomma une commission sud-africaine pour les questions indigènes. Elle devait rendre des avis au sujet d'une politique indigène uniforme pour les colonies britanniques en Afrique australe. Cela officialisait ainsi l'idée de ségrégation raciale pour les générations à venir et fournissait les bases pour de futurs gouvernements sud-africains après l'avènement de l'Union sud-africaine en 1910. Toutes les protestations des Noirs portant sur les implications de ses conclusions furent carrément repoussées par les autorités britanniques. Pour les Britanniques, on ne faisait que respecter ce qui existait déjà comme pratiques en usage depuis des siècles en Afrique du Sud. En fait la séparation des races était nécessaire pour différentes raisons économiques et politiques. Quand les Nationalistes afrikaners arrivent au pouvoir en 1948, l'apartheid est déjà complètement intégré au système politique et socio-économique sud-africain. Selon les radicaux, les élections de 1948 ne constituaient pas une tentative visant à s'éloigner du libéralisme —c'était simplement l'arrivée au pouvoir économique des Afrikaners. Pour les radicaux, on ne parviendrait pas à résoudre le problème sud-africain en vainquant un pouvoir afrikaner anachronique. Il faudrait pour cela venir à bout du système capitaliste exploiteur de l'homme. L'histoire de l'Afrique du Sud en résumé ne devait pas se baser sur l'importance présumée de la race et de la culture mais sur une analyse adéquate des réalités économiques.

La prise en considération de l'interprétation radicale a largement ouvert le débat quant au futur de l'Afrique du Sud; ses implications sont à rechercher très loin. Selon les uns, ce serait le commencement de la fin, non seulement pour le capitalisme mais aussi pour les institutions démocratiques libérales édifiées au cours des siècles en Afrique du Sud. Simplement, le système de valeurs occidental, tel que nous le connaissons en Afrique du Sud, non seulement subira de fortes pressions mais pourra se désintégrer graduellement dans un système marxiste/socialiste populiste qui remplacera le capitalisme.

On ne s'étonnera pas que la controverse libérale/radicale ait déjà existé, dans les années 20 et 30, dans les cercles de l'ANC qui, par conséquent, décida de baser sa stratégie future sur des tactiques radicales. L'urbanisation rapide des Noirs, correspondant à l'explosion industrielle en Afrique du Sud, donna l'occasion à la stratégie de l'ANC de rencontrer quelque succès. On s'en rend clairement compte dans chaque cité noire où de jeunes radicaux noirs tentent désespérément, par la voie de l'intimidation, d'organiser une croisade non seulement pour faire tomber le gouvernement actuel mais aussi le capitalisme.

L'urbanisation des masses noires

De plus, il n'est absolument pas surprenant que les idéologues soviétiques, spécialement depuis que M. Gorbatchev est au pouvoir, soient revenus sur leur première opinion selon laquelle la paysannerie africaine subsistante n'était pas encore mûre pour la révolution, les Soviétiques se contentant d'apporter un soutien militaire et politique aux régimes africains où et quand c'est possible. Nous savons tous maintenant que la moitié de la population mondiale sera urbanisée en l'an 2000, ce qui concerne plus ou moins 60% de la population africaine. Les stratèges russes considèrent que le dépeuplement rapide des zones rurales et l'agrandissement incontrôlé des villes africaines sont créateurs d'un potentiel pré-révolutionnaire qui, jusqu'ici, n'avait jamais existé. Une fois de plus, c'est la cité noire, en Afrique du Sud, qui sert de terrain d'expérience pour y vérifier ces affirmations.

Cependant, plus inquiétantes encore sont les manœuvres des radicaux qui ont réussi à détourner les arguments libéraux anti-coloniaux utilisés en Occident et qui en usent pour arriver à leurs propres fins. Les gouvernements occidentaux sont entraînés assez volontairement dans la campagne hautement dangereuse et destructrice de désinvestissement et de boycott du commerce. Sans le savoir et peut être même intentionnellement, ils aident les radicaux à réaliser leurs objectifs: la destruction de l'économie sud-africaine, sans que les Marxistes et les Socialistes n'aient à lever le petit doigt. Voilà donc à quelle irrationalité on en est arrivé dans le débat sur l'Afrique du Sud. On pouvait s'y attendre lorsque l'émotion a remplacé la raison. L'image en devient peu à peu confuse et déformée. C'est donc là l'héritage des écoles libérales et radicales de pensée dans la mesure où l'histoire de l'Afrique du Sud est concernée.

VI

Mais entre ces deux extrêmes historiques n'y aurait-il pas une autre interprétation qui pourrait rendre quelque bon sens au débat sud-africain et lui donner une ligne de conduite? Oui, une telle interprétation existe.

Les théories libérales comme les théories radicales sont eurocentriques et impérialistes par nature. Par conséquent, elles sous-estiment ou ignorent commodément et délibérément le rôle vital du nationalisme au cours de l'histoire d'un pays. Dans le càs de l'Afrique du Sud, il y a un nationalisme noir tout comme il y a un nationalisme blanc. Parfois, il correspond aux frontières tribales, parfois, il les dépasse. Mais tous sont fermement africains. Etudions les paramètres de ces deux forces dynamiques qui se trouvent côte à côte en Afrique du Sud et voyons si elles se ressemblent.

VII

Mais si nous traitons de nationalisme dans le contexte africain, cela exclut-il le tribalisme? Non. En Afrique, on ne peut ignorer l'aspect tribal. Aucun chef africain n'y a entièrement échappé. Tout Nigérian, tout Kenyan vous l'expliquera. Tout Angolais et tout Zimbabwéen également.

A ce sujet, le Sud-Africain est aussi Africain que ses voisins africains. Il possède de manière très vivace l'une des caractéristiques la plus importante du continent africain: son manque d'unité raciale, culturelle et linguistique. En fait, aucun autre continent n'est aussi fragmenté que l'Afrique. Aucun autre pays n'a de société plus originellement multiraciale. Aucun autre pays africain n'accorde autant d'importance aux origines tribales ou raciales, à la couleur de la peau et à l'appartenance religieuse tout en maintenant les droits élémentaires.

Un coup d'œil aux nations sud-africaines illustre cette remarque: cinq millions et demi de Zoulous, quatre millions et demi de Blancs, deux millions et demi de Xhosas, deux millions un quart de Sothos du Nord, un million trois-quarts de Sothos du Sud, deux millons et demi de Métissés, un million un quart de Tswanas - sans parler des Vendas, des Shangaans et des Indiens. Tous voulant être repris dans la cadre constitutionnel de l'Afrique du Sud et tous se subdivisant en tribus et en classes, tout en étant placés sous le parapluie colonial des Britanniques et sous le contrôle de la tribu dominante: les Blancs et, plus particulièrement, les Afrikaners.

Pourtant, l'histoire de l'Afrique du Sud a exclusivement été déterminée par quatre tribus principales: les Zoulous, les Xhosas, les Sothos et les Blancs. La puissance coloniale, la Grande-Bretagne, était l'«outsider» mais elle n'en manipulait pas moins les événements qui ont culminé avec la création de l'Union sud-africaine en 1910. Durant cette période, chacune des quatre tribus testa le pouvoir britannique et échoua. Une tribu sud-africaine, les Sothos, par simple fantaisie de l'histoire, échappa au filet tendu lors de l'Acte d'Union. Le Lesotho devint indépendant en 1966 en dehors du cadre constitutionnel sud-africain et fut reconnu internationalement comme un Etat indépendant. S'ils avaient été pris dans le filet, leur indépendance n'aurait pas été reconnue par le monde extérieur. Ils auraient partagé le même sort que leurs frères Xhosas dans le Transkei et auraient été considérés comme une autre «création de l'apartheid». La même situation s'applique aux Swazis et aux Tswanas. Restent donc deux tribus noires dominantes et une tribu blanche. Commençons par la tribu blanche, calomniée et mise en question.

VIII

Sur la tribu blanche, il y a abondance de documents, aussi ne nous étendrons-nous pas sur sa formation historique mais plutôt sur les caractères importants qui font d'elle une tribu africaine à part entière. Avant tout, la tribu blanche fait partie de l'Afrique du Sud au même titre que les autres tribus. Les Afrikaners y ont acquis une force considérable depuis le début du XVIIème siècle. Ils ont dominé la scène politique en Afrique du Sud. Ils se sont fait condamner mais aussi respecter par l'opinion publique mondiale. La faiblesse ne fait pas partie de leurs défauts. L'organe politique qui les a portés au pouvoir en 1948 est plutôt l'expression de leur nationalisme profondément enraciné que d'un parti politique au strict sens occidental du terme.

Le nationalisme profondément enraciné de l'Afrikaner —tout comme celui du Zoulou— a permis à cette tribu non seulement de survivre à deux grandes guerres contre les Britanniques mais également à d'autres conflits contre plusieurs tribus noires. L'héritage afrikaner d'individualisme et la poursuite de la liberté se manifestent une fois de plus dans la soi-disant secousse conservatrice dans le Transvaal du Nord.

Les cités géantes, les bidonvilles où croît la délinquence

L'Afrikaner possède un sens aigu de la survie qui le force à adopter une *Realpolitik* s'opposant très souvent aux libéraux et frustrant les radicaux. Cette *Realpolitik* s'enracine en Afrique et non en Europe comme le croit de manière erronée l'opinion publique mondiale. L'Afrique est assaillie de problèmes nombreux et désespérants. Le Gouvernement afrikaner actuel, tous comme les autres gouvernements africains, doit actuellement faire face à deux problèmes majeurs: une démograpghie galopante et un développement très rapide des villes. La pression

Les peuples en Afrique du Sud: leurs nombre en millions, symbolisé par un bonhomme blanc, noir ou grisé selon l'ethnie. Dans l'ordre, ce sont les Zoulous, les Xhosas, les Sothos et les Blancs qui sont les quatre ethnies quantitativement dominantes. Les Blancs occupent la province du Cap et un corridor au Transvaal, conquis lors des Treks. Les tribus bantoues se massent le long de la côte de l'Océan Indien et au Nord.

démographique en Afrique est tellement élevée que les populations partent vers les villes et particulièrement vers les très grandes métropoles. Les politiques rurales traditionnelles se désagrègent partout en Afrique. Des villes comme Lagos au Nigéria, Dakar au Sénégal, Nairobi au Kenya, Khartoum au Soudan, Kinshasa au Zaïre et Harare au Zimbabwe se développent à une vitesse terrifiante. La plupart des nouveaux arrivants vivent dans des bidonvilles. Les statistiques quant à la délinquance et plus spécialement aux meurtres sont profondément affligeantes. L'Afrique du Sud n'est pas préservée de cette situation. Crossroads, Timbasa et Soweto: toutes ces agglomérations ressemblent beaucoup à d'autres villes d'Afrique.

Ces cités géantes et violentes, en expansion constante, posent des problèmes croissants aux autorités de tous les pays africains. La réponse de l'Afrique du Sud est typique de la façon dont tous les pays africains ont traité le problème. Les gouvernements africains se sont rendus compte que, s'ils ne réagissent pas d'une manière perçue comme "brutale" aux yeux de l'Occident, les bidonvilles deviendront rapidement des zones impraticables pour la police, dominées et divisées par des bandes rivales; la cité entière deviendra alors ingouvernable et constituera un foyer de fermentation et d'exploitation radicales. Ce serait un suicide pour n'importe quel gouvernement de permettre à ce phénomène de se développer et de demeurer incontrôlé.

Aucun gouvernement africain ne permettrait qu'une situation similaire se développe sur le pas de sa porte. Il appartient à la nature de l'Africain de faire face à un problème à partir d'une position de force. Tout signe de faiblesse pourrait provoquer de grands troubles dans les sociétés africaines. Mais l'Afrikaner a également appris à se montrer pragmatique. Il le fallait. L'Afrique du Sud est un pays africain mais également un pays hautement industrialisé. Il fallait donc développer une sorte de politique à deux vitesses.

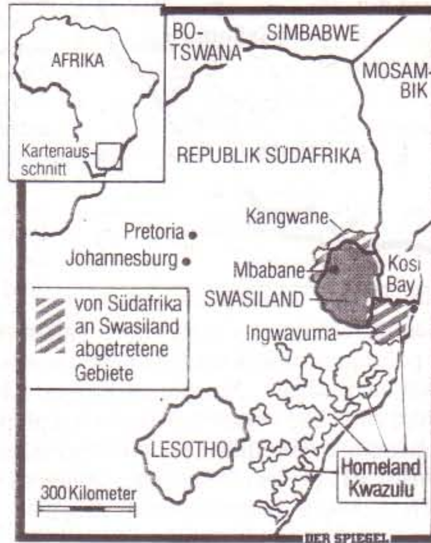
Une politique à deux vitesses

Contrairement aux autres pays africains qui ont enregistré des baisses dans le revenu réel par habitant depuis leur indépendance, le revenu réel et le niveau d'éducation ont augmenté très substantiellement dans la dernière décennie en Afrique du Sud et sont toujours en train de s'accroître. Cette situation a augmenté le niveau des revendications sociales à un degré tel qu'aucun gouvernement ne peut les ignorer. Le gouvernement sud-africain se rendit compte que sa propre expérience en ingéniérie sociale ne rencontraient pas les demandes d'une Afrique du Sud industrialisée et moderne. Sa réponse apparaît dans les réformes actuelles, qui avaient déjà débuté en 1978.

Le gouvernement sud-africain a alors répondu aux demandes économiques du pays et aux défis de son avenir, comme tout autre gouvernement dans le monde. Dans son cas, l'économie est vitale, non seulement parce qu'elle procure des moyens d'existence à une population en expansion constante mais aussi parce qu'elle constitue un lien vital avec l'Occident. C'est son économie, plus que tous autre chose, qui lie l'Afrique du Sud à l'Occident. Les actions passées et futures du gouvernement sud-africain visent à préserver ce lien, que les radicaux voudraient voir disparaître.

Cependant, on ne peut jamais oublier que la réponse de l'Afrikaner aux besoins économiques du pays concurrence son nationalisme profondément enraciné. Besoins économiques et aspirations nationalistes ne se fondent pas nécessairement les uns dans les autres. Mais si le Nationalisme demeure la force conductrice de l'Afrikaner, celui-ci sait parfaitement que ses propres origines, et celles des institutions dont il est devenu le gardien, sont irrévocablement liées à l'Occident. Sa propre histoire en est une manifestation. L'Afrikaner ne combattra pas seulement pour préserver son identité mais aussi pour protéger les institutions qui garantissent cette identité. Ici les intérêts convergent puisque son compatriote anglophone le soutient au maximum —les institutions qu'il a créées pour la plupart et qu'il désire garder dans la sphère d'influence occidentale constituent une partie des éléments qui lui permettent de survivre tout en étant systématiquement entraîné dans l'orbite du nationalisme. Son vieil allié, le libéralisme, avec ses liens coloniaux, l'a abandonné. Seul le nationalisme demeure pour combattre pour ce en quoi il croit.







Danseuses de l'ethnie Swazi, qui est rassemblée dans l'Etat indépendant du Swaziland. La RSA a cédé à cette nation africaine un vaste territoire, avec ouverture sur l'Océan Indien, en vertu des principes différentialistes qu'elle défend. Le Roi Sobhuza des Swazi, actuellement règnant, est le bénéficiaire de cet accord.

IX

Examinons maintenant les deux tribus noires en présence et, d'abord, la plus étrange des deux, les Zoulous.

Le mot «Zoulou» comme le terme «Afrikaner» suscite une certaine émotion dans le contexte sud-africain, émotion qui repose sur le respect et la terreur: le respect à cause de leur riche héritage culturel et de leur histoire, la terreur à cause de leur militarisme et de leur comportement enrégimenté. Le Zoulou est assez différent sur plusieurs plans de son frère Xhosa. C'est la puissance militaire des Zoulous qui provoqua des ravages au centre de l'Afrique du Sud au début du 19ème siècle. Lors de ce que l'on a appelé le *mefecane*, l'intérieur de l'Afrique australe fut dévasté par les armées zouloues. D'autres nations noires furent entièrement décimées ou dispersées aux quatres coins de l'Afrique du Sud. On a estimé que des milliers de gens furent déplacés par le *mefecane*. D'énormes territoires furent vidés de leurs habitants et occupés par les Afrikaners qui arrivaient du Sud. Voilà donc la puissance des Zoulous.

Confiants en leur puissance sans rival dans l'Afrique du Sud noire, les Zoulous s'opposèrent aux Afrikaners et aux Britanniques. Ils furent battus par les Afrikaners mais vainquirent les Britanniques. L'orgueil de l'armée coloniale britannique se vit infliger une défaite humiliante par les *impi* Zoulous à Isandhlwana; la première armée moderne du monde fut battue par ce que l'on décrivait alors comme des «primitifs».

Cependant, les Zoulous ne purent plus faire face à la puissance de feu des Britanniques. Ils furent soumis et placés sous leur autorité et, à ce moment, assez ironiquement, les Afrikaners subissaient le même sort. L'Afrikaner comme le Zoulou étaient des combattants formidables et tous deux avaient déjà marqué de manière indélébile l'histoire sud-africaine. Tous deux furent vaincus militairement mais ils ne furent jamais soumis totalement. La force de la résurgence nationale leur permit d'exercer une influence grandissante sur l'avenir de l'Afrique du Sud.

«National Party» afrikaner et Inkhata zoulou

Tout comme l'Afrikaner a trouvé un foyer pour son nationalisme dans le National Party (Parti National), la fierté du Zoulou a trouvé un nouveau foyer spirituel dans l'INKHATA, large mouvement culturel et politique qui s'enracine dans le nationalisme zoulou. C'est aujourd'hui le seul édifice noir qui soit solide en Afrique du Sud et ses opposants le craignent ou le méprisent. Ses ressemblances frappantes avec le mouvement nationaliste afrikaner et le fait que les deux communautés partagèrent la même histoire sous la domination coloniale d'un même maître les rapprochent très fort. A elles deux, elles constituent une grande force sur la scène politique sud-africaine. Cette situation échappe parfois à l'attention de l'observateur extérieur mais pas aux dirigeants afrikaners et zoulous. Le respect mutuel découlant des mêmes expériences vécues leur a appris la leçon de la co-existence qui respecte les identités culturelles des uns et des autres.

Il n'est donc pas surprenant qu'une délégation d'un des groupements les plus conservateurs en politique africaine et par conséquent, d'un point de vue libéral, le groupe le plus raciste, ait rendu viste au Roi des Zoulous pour l'assurer de ses intentions de parvenir à une future co-existence pacifique. Ils ont été bien reçus. On ne doit pas s'étonner que les Zoulous et les habitants anglophones du Nord soient engagés dans une expérience qui pourrait assurer une co-existence multiraciale. L'histoire zoulou a peut-être suscité un plus grand réalisme et un plus grand pragmatisme dans la nation zouloue que dans n'importe quelle autre nation noire en Afrique du Sud aujourd'hui. Ils se rendent compte de la futilité de la guerre. Ils sont conscients de leur force mais aussi de celle des voisins. Ils reconnaissent la confiance qu'ils ont l'un dans l'autre ainsi que l'aisance avec laquelle ils pourraient se détruire l'un l'autre et détruire ensemble l'Afrique du Sud. Ils voient également comment ils peuvent tirer profit l'un de l'autre. Ils savent que l'avenir de l'Afrique du Sud est dans l'évolution plutôt que dans la révolution.

Pour les radicaux, cette attitude est synonyme de modération et donc de trahison. C'est la raison pour laquelle on déteste l'Inkhata et le chef Buthelezi — qui est également craint. On ne doit pas sous-estimer le sens de l'histoire que possèdent les Noirs sud-africains. Le mot «Zoulou» y a une place de tout premier plan.

X

Les Xhosa ont une histoire différente.

Ils furent les premiers à être confrontés à l'homme blanc, au début de la formation de leur nation. Ils eurent aussi à le combattre. On ne peut cependant pas considérer ces conflits comme des guerres à grande échelle telles que les connurent leurs frères Zoulous dans le Nord, lors des combats qui les opposèrent aux Afrikaners et aux Britanniques. Il serait plus approprié de les considérer comme des escarmouches entre Xhosa et colons blancs dans la partie orientale du Cap. Contrairement aux Zoulous, ils n'ont jamais été vaincus militairement en tant que nation ni soumis. Contrairement aux Zoulous, il leur manque un système de gouvernement centralisé et solide.

Leur contact avec les autorités coloniales qui tentaient de régler ces escarmouches frontalières et avec les missionnaires qui essayaient de les aggraver a développé chez les Xhosa une perspicacité pour le jeu politique et un sens de l'opportunisme que seuls les Sotho du nord possèdent à un degré plus élevé encore. Leur expérience de l'époque coloniale leur a enseigné la ruse politique de l'homme blanc; l'influence des missionnaires leur a appris à en tirer le maximum d'avantages.

Il n'est donc pas surprenant que l'ANC ait ses racines dans le corps politique de la nation xhosa. Virtuellement, tous les premiers chefs de l'ANC étaient Xhosa. C'est le cas de Nelson Mandela tout comme d'Albert Lethuli avant lui. Nelson Mandela, qui est un chef xhosa, est un parent du Grand Chef Matanzima, premier Président de la République du Transkei, l'«appendice de l'Apartheid» le plus préoccupant.

Le fait que Nelson Mandela désire devenir le chef d'une organisation qui aspire a créer un large nationalisme et à unir tous les Noirs sud-africains sous la férule de l'ANC, alors que Matanzima aspirait à unir toutes les tribus xhosa sous sa juridiction au sein d'un Etat indépendant, était peut-être symptômatique de la nature machiavéllienne des politiques xhosa.

XI

L'héritage xhosa ne peut être laissé pour compte dans la mesure où les organisations politiques sont concernées. Prenez l'exemple de l'ANC. Beaucoup de gens qui ne sont pas au fait des complexités politiques sud-africaines considèrent l'ANC comme le représentant authentique de l'Afrique du Sud noire. Est-ce le cas?

L'ANC est certainement le groupement politique noir le plus ancien en Afrique du Sud. Il fut fondé en 1912 et interdit en 1960. Son chef, Nelson Mandela, fut accusé de trahison et de sabotage et condamné à la réclusion à vie sur Robben Island. L'ANC se reforma dans les Etats voisins de l'Afrique du Sud sous la direction d'Oliver Tambo.

Quand il démarra en tant que premier mouvement nationaliste noir en Afrique du Sud (il était probablement le premier mouvement de ce type en Afrique également), il pratiquait une politique de changement par la non-violence et dans le respect du cadre constitutionnel. Il adopta une politique de violence contre le gouvernement sud-africain en 1969. Mais pourquoi ce revirement? Avait-il réellement épuisé toutes les méthodes pacifiques? Etait-ce la seule raison? Selon sa "Charte de la Liberté", l'objectif de l'ANC était de transformer l'Afrique du Sud en un «Etat démocratique capitaliste». La «Charte de la Liberté» fut cependant formulée au Congrès du Peuple en 1955, au cours d'une période qui correspond, pour ainsi dire, aux dernières années d'innocence de l'ANC. Depuis lors, trente ans se sont écoulés. Trente ans émaillés d'événements pour l'ANC.

Comme sa base, composée essentiellement de Xhosa au départ, commençait à regrouper d'autres groupes

ethniques sud-africains, il est devenu multiracial plutôt qu'ethno-typé, et abstraitement idéologique plutôt que concrètement nationaliste. Il s'est associé des membres provenant des groupes non noirs, qui sont représentés au Congrès des Gens de Couleur, au Congrès Régional Indien, au Congrès des Démocrates pour Blancs et au Congrès Sud-Africain des Syndicats (SACTU) qui comprend la classe dite "des travailleurs" et donc des gens de tous les groupes raciaux. Tous ces gens sont unis en vertu du *Congress Alliance*. La lutte pour le pouvoir a été intense en son sein. Le combat a également eu lieu sur un plan idéologique pour dépasser les différences existant entre tribus et ethnies. L'idéologie qui séduit le plus l'ANC est le marxisme, à un point tel qu'il demeure bien peu de choses du nationalisme qui a caractérisé ses premières années. Dans ce combat, le Parti Communiste sud-africain a joué un rôle important.

Du nationalisme xhosa à l'idéologie panmixiste d'un marxisme idéal

Après l'interdiction du parti en 1950, les communistes sud-africains décidèrent de soutenir le *Congress Alliance* mais ils considérèrent l'objectif de l'ANC, consistant à fonder un Etat capitaliste démocratique, comme seulement une étape dans un processus plus long. Le parti communiste envisage, lui, une seconde étape: une révolution socialiste et la prise du pouvoir par la classe laborieuse. L'Etat confisquerait et contrôlerait tous les moyens de production et de distribution.

Aujourd'hui sur trente membres de l'Organe exécutif National de l'ANC *(National Executive)*, dix-neuf d'entre eux sont des marxistes de tendance dure. Ils ont tous été formés à Moscou. Ils ne sont pas tous noirs. Ils sont Mulâtres, Indiens, Noirs ou Blancs. Parmi ces derniers, le plus connu est Joe Slovo, un juriste blanc sud-africain qui a décidé de s'exiler. Ils exercent, avec l'aide de Moscou, un contrôle sévère sur le *National Executive*. En fait, l'ANC est devenu un front destiné à accomplir les desseins du Parti Communiste sud-africain.

On peut voir à quel point le Parti a pris le contrôle de l'ANC en analysant les paroles de son chef Oliver Tambo qui s'est récemment exprimé lors des funérailles (qui ont fait grand bruit) de l'un de ses membres exécutifs, Moses Mabhida, qui, par hasard, était également le Président du Parti Communiste sud-africain. Tambo a dit: «Le principal point d'achoppement entre nous et l'ennemi (c'est-à-dire l'Etat sud-africain) est idéologique. Sans l'aide d'une idéologie, nous pourrions oublier le combat». Il n'a certainement pas fait allusion à la démocratie libérale ou au capitalisme! Joe Slovo l'a franchement dit. Lors de ces mêmes funérailles, il a réaffirmé le but conjoint de l'Alliance ANC/Parti Communiste Sud-Africain: «Nous combattons pour une dictature socialiste». Tambo n'a pas montré de désaccord. Après tout, la stratégie avait déjà été mise en pratique dans les cités noires sud-africaines: on y intimidait les masses et on y arborait partout des drapeaux rouges. Le nationalisme de l'ANC a donc acquis une base idéologique: le marxisme.

Le rejet de l'ANC par Buthelezi et son Inkhata n'est peut-être pas surprenant, mais encore moins le rejet de Buthelezi et de l'Inkhata par l'ANC. La seule question demeurant en suspens est la suivante: l'ANC peut-il sortir de sa gangue marxiste et canaliser une fois de plus son énergie dans le nationalisme noir qui pourrait satisfaire tous les Noirs sud-africains? J'en doute sérieusement, simplement parce que Moscou ne le permettra pas.

XII

Nous assistons aujourd'hui en Afrique du Sud à la mise à mort du libéralisme et à l'ascension croissante du nationalisme d'une part et du radicalisme d'autre part. Ces deux éléments dépassent les frontières ethniques et tribales et voilà qui est intéressant. La race, élément si important aux yeux des libéraux dans le passé, n"est plus un problème. L'idéologie a pris sa place. A ce sujet, le choix auquel nous sommes confrontés est aussi sérieux que vital.

Des alliances sont possibles dans le cadre du nationalisme, tout comme une co-existence pacifique, un partage du pouvoir et la préservation et le maintien d'un processus démocratique s'enracinant dans l'histoire sud-africaine. La modération devrait en être une des facettes. Cela relève de l'évolution. Tout simplement.

Pour le radical, cet héritage doit être détruit; l'histoire commence seulement au moment où il prend le pouvoir. Le passé doit donc être oblitéré. Cela, c'est la révolution. Tout simplement.

Pieter J. S. BEZUIDENHOUT.



Monseigneur Tutu, archevêque anglican, arrangue la foule dans la banlieue d'une ville sud-africaine.

La politique sud-africaine de l'Union Soviétique

par le Dr. Werner PFEIFENBERGER

La politique sud-africaine de l'Union Soviétique reflète, comme d'ailleurs l'ensemble de la politique extérieure de l'URSS, d'une part, des aspirations de puissance pure et, d'autre part, la volonté de réaliser dans les faits un message de nature idéologique. Les efforts déployés par les Soviétiques pour asseoir leur politique de puissance sont partiellement motivés par des faits de politique intérieure, partiellement pour des raisons de politique extérieure. Leur souci principal en politique intérieure, c'est de maintenir la dictature du parti communiste. La bureaucratie soviétique, assise sur le parti, préférerait dans un certain sens voir chavirer le monde entier plutôt que de renoncer à ses propres privilèges et à sa volonté de domination. Par ailleurs, pourtant, cette bureaucratie n'est pas prête à mettre ses privilèges en jeu en se lançant dans des aventures politiques extérieures. Son souci majeur en politique extérieure, c'est de maintenir et d'augmenter ses avoirs et zones d'influence dans le monde. De ces contradictions, émerge une maxime de conduite politique, marquée par un désir d'expansion en politique étrangère, parallèle à une conscience du risque qu'un tel expansionnisme pourrait impliquer en politique intérieure.

La politique extérieure soviétique ne peut pas, à mon avis, être caractérisée par une agressivité immédiate. En revanche, elle a pour trait saillant une recherche constante d'opportunités, qui fait qu'elle tente sans cesse de pêcher en eaux troubles, chez ses voisins ou ailleurs dans le monde, afin de consolider sa propre puissance aux dépens des autres. Avec l'accroissement en puissance politique et militaire du Kremlin, le monde entier, et a fortiori l'Afrique australe, a glissé progressivement dans la sphère d'action de Moscou.

Pour ce qui concerne l'Afrique noire dans son ensemble, on devra constater une mutation dans la politique extérieure soviétique, depuis les bouleversements révolutionnaires en Ethiopie et dans les anciennes colonies portugaises vers 1975. Moscou est passé de la «tactique de pénétration indirecte» (1), caractéristique des décennies précédentes, à une politique d'intervention directe. Cela n'a été possible, au début des années 70, que par le gonflement de l'appareil militaire soviétique et de son potentiel en armements. Ce gonflement signifie, en fait, l'application à l'échelle du globe d'une recette qui eut son succès en URSS même; c'est la recette qu'ont appliqué les Bolchéviques dès la fin de la première guerre mondiale quand ils n'obtinrent pas suffisamment d'appui de la part des masses travailleuses; il leur fallut alors prendre le pouvoir par un putsch armé (2). Après la seconde guerre mondiale, le Kremlin a réutilisé la même tactique —à nouveau parce les peuples concernés ne lui apportaient aucun soutien— pour se créer un cordon de satellites en Europe, le long de sa frontière occidentale. Des groupes politiques marginaux ont été, à l'époque comme aujourd'hui, hissés au pouvoir par le

biais d'un putsch appuyé par l'appareil militaire soviétique et maintenus en selle malgré la résistance des peuples subjugués.

La «coexistence pacifique»

L'intervention militaire directe en Afrique relève toutefois d'une autre motivation encore: l'objectif de la maxime khroutchevienne de la «coexistence pacifique», visée officielle de la politique extérieure soviétique, devait assurer le triomphe du communisme à l'échelle du monde entier. Pour atteindre ce but, il fallait poursuivre la lutte idéologique contre les États capitalistes à l'échelle internationale et porter la guerre idéologique à l'intérieur même de leurs systèmes sociaux.

Après quinze ans de «coexistence pacifique», le successeur de Khroutchev, Leonid Brejnev, devait constater en 1971, devant le XXIVième Congrès du PCUS, que la guerre idéologique faisait plutôt rage au sein même de la sphère d'influence soviétique (2a). Les événements en RDA (1953), en Hongrie (1956), en Pologne (1956 et 1971) et en Tchécoslovaquie (1968) devaient le préoccuper. Par ailleurs, la concurrence économique, engagée avec les pays occidentaux industrialisés, aurait dû, selon Khroutchev, aboutir vers 1970 à la victoire du communisme: au moment du XXIVième Congrès du Parti, ce combat était perdu, sans la moindre ambigüité.

Au vu de l'échec de cette concurrence pacifique en Europe, le Kremlin a, selon toute vraisemblance, décidé de porter plus d'attention aux formes non pacifiques de la lutte des classes à l'échelle internationale et d'accroître ses efforts militaires dans le Tiers-Monde, afin de briser la résistance occidentale par le Sud (2b). Déjà en 1957, les partis communistes au pouvoir dans le monde avaient ouvertement déclaré que le passage au socialisme pouvait et devait, malgré le principe de la «coexistence pacifique», s'effectuer par des voies non pacifiques, au cas où les classes dominantes de l'Ouest ne voulaient pas rétrocéder leur pouvoir volontairement. Le programme du PCUS d'octobre 1971 reprit cette menace expressément (2c).

La tentative d'étendre ce type de domination politique indirecte sur le continent africain s'est avérée très coûteuse sur le plan financier; elle est néanmoins poursuivie parce qu'elle ouvre de nouvelles options et apporte beaucoup d'avantages économiques. La clientèle africaine, recrutée de cette manière, ne correspond pas du tout aux critères de l'idéologie marxiste car on ne trouve nulle part les masses révolutionnaires ouvrières. Mais la clientèle africaine constitue un instrument dépendant et servile du Kremlin, qui le restera dans le domaine militaire et à long terme.

Les éléments de base de la politique extérieure soviétique

Trois forces motrices déterminent la politique extérieure soviétique depuis qu'elle existe:
1) Le nationalisme grand-russe, déjà présent du temps des tsars, et auquel est lié une certaine conscience missionnaire;
2) L'impétuosité révolutionnaire et mondialiste de l'idéologie marxiste et
3) Le caractère totalitaire du système politique, avec le primat qu'il accorde au maintien de sa puissance à l'intérieur (3).

Des combattants angolais fidèles à Savimbi, allié de la RSA, traversent une rivière pour se rendre au combat. Les Soviétiques et leurs alliés se sont retrouvés aux côtés de gouvernements centraux, contestés par la population rurale. Ce qui est en soi une contradiction, puisque l'URSS se veut protectrice des opprimés et libératrice des peuples.



A ce sujet, il convient d'ajouter foi à ce que nous dit Boris Meissner: «La conscience missionnaire, liée à l'idée de révolution mondiale, a sans doute perdu de son importance face à une politique de puissance purement impériale, sans que la pulsion soviétique d'expansion ne décline pour l'essentiel» (3a).

Les idéologues soviétiques dénombrent toujours trois éléments principaux dans leur stratégie globale de révolution mondiale:
1) Le camp socialiste dans le monde;
2) Le mouvement communiste international des travailleurs;
3) Les mouvements de libération nationale.
Gorbatchev, lorsque fut présenté le programme révisé du PCUS le 15 octobre 1985, a nommé, de façon expresse, une quatrième composante, notamment «tous les mouvements non communistes dirigés contre la réaction et l'agression et favorables à la paix et au progrès». Le programme du parti parle enfin de «mouvements démocratiques de masse» (3b). Les composantes qui importent, dans la question de l'Afrique australe, ce sont celles des «mouvements de libération nationale», en RSA même, et les «mouvements démocratiques de masse» d'Occident, comme, par exemple, les mouvements anti-apartheid, lesquels effectuent de façon bien plus efficiente un travail psycho-politique de propagande, qui va dans le sens voulu par le Kremlin et que celui-ci ne pourrait pas prester de manière directe.

La valeur stratégique de l'Afrique australe

A la différence de tant de politiciens occidentaux, le Kremlin reconnaît très précisément la valeur stratégique de l'Afrique australe. Ainsi, par exemple, nous pouvons lire dans un ouvrage sur l'Afrique du Sud publié par l'Institut Africain de l'Académie Soviétique des Sciences:

«La RSA est actuellement, dans le monde capitaliste, le troisième producteur de vingt-quatre matières premières minérales importantes et, en tout, quarante-deux sortes de richesses minières y sont exploitées. Il y a là-bas, sur le territoire de l'Afrique du Sud, des réserves énormes en matières premières que les pays occidentaux ont toujours pu attirer à eux; dans les circonstances de la crise présente des matières premières, l'importance de la RSA pour les pays de l'OTAN s'est encore accrue. Il suffit d'évoquer le fait que, sans la RSA, le degré d'approvisionnement en matières premières minérales de la société industrielle occidentale chuterait de 65 à 50%.
Les Etats-Unis reçoivent de RSA huit sortes importantes de matières premières, dont 57% de tout le vanadium qu'ils importent, plus de 35 à 40% du chrome et du manganèse, 27% du minerais de chrome et d'or, 25% des métaux du groupe des platines, 17% de charbon et 9% de magnesium. Les besoins en matières premières sud-africaines des pays ouest-européens est encore plus important.
La position stratégique de la RSA, au point où se joignent deux océans, permet le contrôle des principales voies de communication entre la Proche-Orient, l'Europe Occidentale et les Etats-Unis. Joue également un rôle non négligeable la proximité du littoral oriental de la RSA avec le goulot maritime mozambicain, où transitent d'énormes quantités de marchandises en provenance d'Afrique ou du Proche-Orient (surtout de la région du Golfe Persique).
La RSA acquiert également une importance toute particulière pour les Etats impérialistes, en servant de tête de pont dans la lutte qu'ils mènent contre les mouvements de libération nationale sur le continent noir et dans la stratégie d'expansion qu'ils déploient dans les pays d'Afrique. La RSA détient aussi une importance stratégique capitale pour le commandement de l'OTAN: elle est en effet un facteur stratégique primordial pour accentuer les activités de guerre maritime de ce bloc dans l'Atlantique Sud et dans l'Océan Indien. Dans cette perspective, les pays de l'OTAN, en accord avec le régime de Prétoria, transforment les bases navales et les ports de la RSA en points d'appui».

On reconnaîtra dans ce texte un sens aigu des réalités du monde et de la politique de puissance, mais aussi le regard jaloux que jette Moscou sur les avantages stratégiques que détient encore l'Occident, vu la position géographique de l'Afrique australe. Au contraire de l'Occident, l'URSS n'a pas d'intérêts vitaux en Afrique australe. Les minerais sud-africains existent en grande partie en URSS même. Ils pourraient à la rigueur servir aux satellites de l'Union soviétique. L'intérêt politique de Moscou, relatif à ces minerais, consiste surtout en ceci: les soustraire à l'Occident, de façon à rendre celui-ci plus malléable.

Du point de vue géographique, l'Afrique australe est trop éloignée des frontières soviétiques pour que Moscou puisse tenter sérieusement une aventure politique dans cette région. Moscou ne peut pas encore se permettre, avec ses moyens limités, de se laisser entraîner et empêtrer dans une guerre sur ce sous-continent. S'il se produisait un affrontement armé conventionnel, l'URSS ne devrait pas s'attendre à une victoire militaire rapide. Le Kremlin évalue très justement le potentiel défensif sud-africain: il l'estime aussi solide que celui d'Israël ou de Taïwan.

La nomenklatura perçoit le danger d'une guerre

En cas de guerre de longue durée, dans laquelle le Kremlin serait impliqué, le danger d'intervention américaine serait trop grand et l'URSS serait contrainte d'opérer un retrait, avec les conséquences nuisibles que cela

provoquerait sur le plan de la propagande. Wolfgang Leonhard pose une constatation, qui se vérifie également dans le cas de l'Afrique du Sud, et qui révèle bien clairement la problématique psycho-politique qui affecte la politique extérieure soviétique:

«Le caractère expansionniste de la politique extérieure soviétique s'explique par la nomenklatura, la nomenklatura de la nouvelle classe dirigeante, de la puissance intellectuelle, de la puissance militaire, qui se sent profondément mal assurée parce qu'elle n'a aucune légitimité et se rend parfaitement compte de cette absence de légitimité.
La nomenklatura de l'URSS ne dispose d'aucune légitimité démocratique parce qu'elle n'a jamais été élue. La nomenklatura ne dispose d'aucune base légale parce que son existence n'est prévue dans aucune constitution, par aucune loi. La nomenklatura ne dispose pas non plus d'une légitimité révolutionnaire parce qu'elle n'est pas la petite-fille de Lénine et que ses membres se sont fort éloignés des révolutionnaires de 1917.
Pour pouvoir se donner une légitimité, elle doit présenter des ennemis extérieurs. Elle met alors en scène des dangers venus de l'étranger pour légitimer son propre pouvoir dictatorial. Les aspects expansionnistes procèdent de ce fait d'une tentative de faire passer les difficultés, contradictions, insuffisances et échecs intérieurs par des succès extérieurs. C'est là, et non dans l'idéologie de la révolution mondiale, c'est là, dans le déficit en légitimité de la nomenklatura que se situent les causes profondes de l'expansionnisme du communisme soviétique. La nomenklatura craint le gros risque et bat en retraite quand celui-ci prend trop d'importance» (5).

La fragilité des positions soviétiques en Afrique australe

Une guerre conventionnelle contre l'Afrique du Sud précipiterait l'ensemble de la région dans un chaos économique, sans que l'Union Soviétique ne puisse apporter la moindre aide. L'URSS, en temps de paix, n'est même pas capable d'assurer son propre approvisionnement agricole et ne peut, a fortiori, aider économiquement ses satellites africains, l'Angola, le Mozambique et l'Ethiopie. Donc, soutenir tout un sous-continent en cas de guerre est une tâche impossible pour elle. Klaus Lange, que nous avons déjà cité, constate très justement, «que l'influence et le contrôle soviétiques (en Afrique australe) subsistent de manière précaire, sur base de structures économiques contrôlées par l'Afrique du Sud» (6).

Le Kremlin ne semble pas juger les perspectives de révolution en Afrique du Sud comme intéressantes, même si, en apparence, il fait tout ce qui est en son pouvoir pour provoquer une guerre civile dans ce pays. A Moscou, on sait pertinemment bien que la population noire-africaine n'est pas prête à commencer une révolution; c'est pourquoi, le Kremlin s'en tient à sa vieille recette, qui eut tant de succès en Union Soviétique même et en Europe Orientale: celle du putsch armé. Mais cette recette ne s'avèrerait possible que si de bonnes parties de l'appareil policier et militaire d'Afrique du Sud seraient prêtes à marcher; et cela, c'est encore plus improbable. Il serait encore plus facile de s'attendre à un putsch militaire de droite, avec les mêmes conséquences que dans tant d'autres pays d'Afrique.

L'URSS réactualise la logique de Lénine

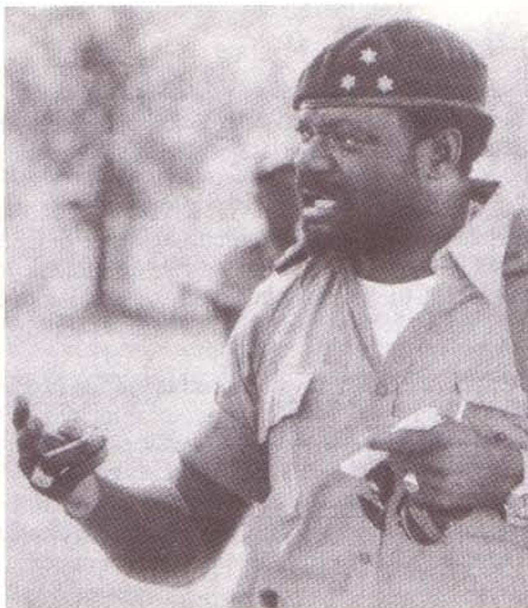
Le travail idéologique des chefs du Kremlin est axé sur une programme de révolutions et de guerres civiles en Afrique. Lénine, déjà, avait transformé l'appel de Marx, lancé dans le *Manifeste du Parti Communiste* («Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!»), en une formule nouvelle: «Prolétaires de tous les pays et peuples opprimés, unissez-vous!» (7) et réactualisé la théorie médiévale, dépassée progressivement au cours du XIXème siècle, de la «guerre juste» *(bellum iustum),* tout en réclamant ouvertement le renversement par la violence de l'impérialisme par le biais de «mouvements de libération nationaux»:

«Des guerres nationales contre les puissances impérialistes ne sont pas seulement possibles et probables, elles sont même inévitables, progressistes et révolutionnaires» (8).

Lénine était également conscient que de telles guerres, pour être un succès, «réclameraient les efforts unis de la majorité des habitants des pays opprimés» (9). Selon lui, c'était «notre devoir et notre intérêt» que le gouvernement des soviets se mêle de ces guerres au profit des révoltés, afin d'assurer leur passage au communisme et de garantir de cette façon la «durabilité du socialisme en Europe»:

«Pour autant que le prolétariat révolutionnaire et vainqueur des peuples moins évolués propage une propagande systématique et que le gouvernement des soviets les aide rapidement avec tous les moyens disponibles, l'analyse classique s'avèrerait sans pertinence, puisqu'elle postule que le stade capitaliste de l'évolution pour les peuples moins évolués est inévitable. Grâce à l'aide du prolétariat des pays progressistes, les pays moins évolués pourront passer à l'ordre soviétique —en sautant des étapes de l'évolution— et au communisme, tout en évitant le stade capitaliste» (10).





Ci-dessus, Jonas Savimbi, le chef des Angolais hostiles au pouvoir «socialiste» de Luanda. Savimbi est l'allié de la RSA, par anti-colonialisme: une position ne cadrant pas avec l'imagerie d'Epinal que les médias nous diffusent, où les Blancs sont tous colonialistes et les Noirs tous hostiles à la RSA. Ci-contre, le Président mozambicain Machel rencontre Castro. Machel a joué sur deux tableaux: en traitant d'un côté avec la RSA et, de l'autre, avec les Cubains. Il a prouvé que les Africains pouvaient ainsi agir en toute indépendance, sans se préoccuper des clivages idéologiques propres aux Blancs.

Staline reprend la théorie anti-impérialiste de Lénine

Le successeur de Lénine, Staline, exprima les intentions soviétiques avec plus de clarté encore:

«Si l'Europe et l'Amérique peuvent être considérées comme le front ou l'arène où se livrent les principales batailles entre le socialisme et l'impérialisme, alors les nations inégales et les colonies, avec leurs matières premières, leurs carburants et leurs gigantesques réserves en forces de travail, doivent être perçue l'arrière, la réserve de l'impérialisme. Pour gagner une guerre, il est nécessaire, non seulement de triompher sur le front, mais aussi sur les arrières de l'ennemi et de révolutionner ses sources d'approvisionnement. La victoire de la révolution mondiale prolétarienne ne peut être considérée comme acquise si et seulement si le prolétariat se montre capable de relier son propre combat révolutionnaire avec celui des mouvements de libération nés des masses souffrantes dans les nations inégales et les colonies, contre le jeu des impérialistes et au profit d'une dictature du prolétariat» (11).

C'est précisément dans la perspective d'un contournement de la «phase capitaliste d'évolution» que l'Afrique du Sud apparaît comme particulièrement attirante pour le Kremlin, parce que, dans ce pays, au contraire de ce qui se passe en Afrique noire, il existe un prolétariat industriel noir qui, au moins à long terme et peut-être même à moyen terme, promet une révolution non seulement nationale mais aussi socialiste. Les expériences avec les mouvements de libération nationale dans les autres pays d'Afrique n'avaient pas été particulièrement encourageantes. L'avertissement de Lénine, selon lequel «l'élimination de l'oppression nationale, ..., entraîne la suppression des classes et, partant, l'introduction du socialisme» (12), n'avait pas été pris au sérieux par la plupart des mouvements nationaux de libération; ensuite, il est apparut que dans les pays où s'amorçait une voie évolutive non-capitaliste, les échecs survenaient très vite, comme en Algérie, au Ghana, en Guinée, au Mali, en Côte-d'Ivoire et en Somalie. Même au Mozambique, dont le chef Machel avait promis d'ériger le premier état véritablement marxiste sur le sol africain, la situation semble assez pénible. Partout manque le prolétariat industriel, en tant que terreau approprié pour infléchir l'orientation socialiste espérée par Moscou. Seule l'Afrique du Sud offre des perspectives plus chargées d'espoir.

L'objectif de la politique extérieure soviétique: le socialisme à l'échelle du globe

Ce n'est pas seulement l'élimination de l'oppression nationale qui, selon l'optique marxiste-léniniste, sera possible au moment de l'introduction du socialisme à l'échelle mondiale mais aussi la paix internationale. Les instruments de cette lutte pour cette paix désirée par l'idéologie sont:

1) La coexistence pacifique des deux systèmes sociaux; et
2) le soutien à apporter aux mouvements de libération nationaux parmi les peuples opprimés.
L'article 28 de la constitution soviétique de 1977 reflète cette optique:

«La politique extérieure de l'URSS vise à créer des conditions favorables à l'échelle internationale afin d'achever la construction du communisme en URSS, de défendre les intérêts de l'Etat soviétique, de renforcer la position du socialisme à l'échelle mondiale, de soutenir la lutte des peuples pour leur libération nationale et leur progrès social, de prévenir les guerres d'agression, d'obtenir le désarmement complet et général et de réaliser concrètement le principe de la coexistence pacifique des Etats dotés d'ordres sociaux différents» (13).

Le soutien à apporter aux mouvements de libération nationaux jouit indubitablement d'une priorité par rapport à la coexistence pacifique. Sur cette base, les principes de la coexistence pacifique ne sont pas entièrement applicables à l'Afrique du Sud, tout comme, par exemple, le principe de la non-immixtion dans les affaires intérieures des Etats étrangers. Mais même la coexistence pacifique avec des pays, où la lutte de libération nationale n'est pas d'actualité, conduira, selon les espérances soviétiques, à la victoire finale du communisme. Mais cette coexistence ne doit pas être perçue comme pacifique au sens habituel du mot. L'ouvrage de référence des diplomates soviétiques nous le dit de façon très pointue:

«La reconnaissance de l'inéluctabilité et de la possibilité d'une coexistence pacifique des deux systèmes ne signifie pas un renoncement à la lutte des classes et à l'idée de l'inévitable victoire du communisme sur le capitalisme» (14).

Guerre psychologique contre la RSA et consolidation d'un glacis africain

La contribution soviétique à la libération nationale en Afrique du Sud consiste, d'une part, à participer à la guerre psychologique livrée contre Prétoria et à soutenir matériellement les organisations terroristes qui se manifestent dans le pays et, d'autre part, à contrôler, de manière impérialiste, les Etats voisins de l'Afrique du Sud, afin de constituer un glacis utile à toute éventuelle confrontation future avec l'Ouest.

Les premières mesures se sont avérées un plein succès. L'Afrique du Sud a été bombardée intensément par la propagande hostile des autres pays, à cause de toutes sortes d'entorses au droit des gens. Ses façons maladroites de se comporter, tant en politique intérieure qu'en politique extérieure au cours des trois décennies qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, ont apporté de l'eau au moulin de la propagande dénigrante des Soviétiques. Les agitateurs stipendiés par l'URSS ont stigmatisé le gouvernement sud-africain, l'accusant de «fascisme», dès 1947, malgré l'alliance entre les deux pays pendant la seconde guerre mondiale.

Les Soviétiques ne peuvent pas assurer à leurs alliés une logistique et un ravitaillement optimaux. En Ethiopie, si l'armée est bien pourvue de matériel de guerre soviétique, le peuple est cruellement privé de vivres. Cette contradiction flagrante et tragique à empêché l'URSS de se donner un destin africain.



Quant à la tactique visant à consolider un glacis africain, elle s'est révélée très prometteuse dans un premier temps en Angola et au Mozambique vers 1975, à cause du dilettantisme nord-américain. Dans un second temps, en revanche, l'entreprise s'est avérée très problématique. La création de dictatures marxistes le long des frontières d'Afrique du Sud rappelle quelque peu la création des Républiques de Carélie et de Moldavie le long des frontières finlandaise et roumaine pendant l'entre-deux-guerres, création par laquelle le Kremlin menaçait les deux pays sur le plan de la politique extérieure. La tentative d'appliquer une politique similaire contre l'Afrique du Sud s'est heurtée jusqu'ici à des difficultés considérables. La Doctrine Brejnev, exaltant un internationalisme socialiste et prolétarien, a bien été étendue à tous les pays du monde qui ont choisi une «orientation socialiste», depuis la victoire à la Pyrrhus des Soviétiques en Angola. En Afrique, le Kremlin s'est trouvé confronté à une clientèle incompétente et englué —ce qui n'était pas prévu— dans des situations de guerre civile du côté des oppresseurs et contre des mouvements de libération nationale; les aides qu'attendaient les alliés africains du Kremlin se sont transformées en de douloureuses saignées financières sans fin; les clients de Moscou ont fini par perdre confiance et par dialoguer avec leur ennemi idéologique absolu, sans que les Soviétiques n'aient pu parvenir à jouer le rôle d'un intermédiaire diplomatique, comme ont pu le faire les Américains.

Que vont faire les Soviétiques en Afrique australe?

Que doit-on dès lors attendre, pour le proche avenir, de la politique sud-africaine de l'URSS?

(1) Il n'y aura pas d'intervention militaire directe de la part de Moscou. Le sang à verser dans la lutte des classes à l'échelle internationale restera du sang africain.

(2) Il n'y aura pas non plus de guerre conventionnelle en Afrique. Les Etats noirs d'Afrique, malgré l'aide militaire massive qu'ils reçoivent de l'URSS, demeurent incapables d'en mener une. Les aides économiques nécessaires que devraient apporter les Soviétiques en cas de guerre seraient si chères, imprévisibles et incalculables que tout s'oppose à ce que les «Etats du Front» tentent pareille aventure. Leur fougue guerrière se limitera à l'avenir aux coups de gueule propagandistes et à une complicité logistique d'arrière-garde avec les organisations terroristes.

(3) La politique soviétique de subversion contre l'Afrique du Sud sera néanmoins maintenue. En ce qui concerne la mise en forme concrète de cette politique, on constatera, pour l'essentiel, deux courants différents dans les cercles politiques dirigeants d'URSS. Mais l'avis généralement exprimé à l'Ouest, qui consiste à dire qu'il s'agit d'une lutte entre les faucons et les colombes, est erroné. Tous sont faucons dans le sens où ils veulent l'élimination de l'ennemi de classe à l'échelle internationale au moyen de la lutte des classes, engagée, elle aussi, à l'échelle internationale (15). Il s'agit en fait, plus simplement, de jugements différenciés quant à l'utilisation de méthodes, plus ou moins efficaces, pour mener ce combat. Il serait dès lors plus judicieux de parler de «révolutionnaires» et d'«évolutionnaires» (16).

«Révolutionnaires» et «évolutionnaires»

Les «révolutionnaires» se recrutent surtout dans les cercles fortement idéologisés du Parti et de l'Armée. Ils soutiennent tout type de mesures terroristes, dans l'espoir d'accroître ainsi, de la manière la plus efficace qui soit, l'influence soviétique en Afrique australe. C'est pourquoi ils spéculent sur les efforts de guerre civile entrepris par l'ANC, laquelle, en collusion avec le Parti Communiste d'Afrique du Sud (SACP), pratique une politique de terrorisme urbain. Pour ces «révolutionnaires», il apparaît séduisant de pouvoir récolter les fruits d'une guerre, sans avoir à la mener.

Les «évolutionnaires» se retrouvent principalement à l'Institut Africain de l'Académie Soviétique des Sciences et dans les cercles gravitant autour du Ministère des Affaires Etrangères. Ils rejettent les actes de violence criminels comme tactiquement irraisonnables et plaident pour une alliance avec des mouvements radicaux qui agissent en Afrique du Sud même, comme, par exemple, les syndicats et l'UDF (Front Démocratique Uni). A la suite des efforts réformateurs du gouvernement sud-africain, lesquels sont évalués à leur juste valeur par les Soviétiques contrairement à la plupart des gouvernements occidentaux, les «évolutionnaires» espèrent pouvoir augmenter l'influence soviétique en noyautant des mouvements radicaux qui, grâce à la politique de réformes, peuvent désormais s'exprimer et agir librement. Caractéristique de cette démarche intellectuelle est l'étude suivante, élaborée par un membre de l'Académie Soviétique des Sciences:

«La nouvelle stratégie socio-économique et politique des castes dominantes consiste à tenter de surmonter la crise du pays en transformant l'impérialisme sud-africain et en le muant en tactique de l'apartheid néo-colonialiste; cette démarche ouvre objectivement la possibilité d'étendre les formes légales de la lutte des masses opprimées contre le racisme et l'exploitation, au profit d'une transformation véritablement démocratique. V.I. Lénine évoquait, dans son livre intitulé *Le gauchisme: maladie infantile du communisme,* la nécessité pour les communistes de participer aux syndicats réactionnaires; Lénine soulignait aussi qu'on pouvait utiliser des organisations réactionnaires, pour autant qu'elles soient limitées dans leur fonction, afin de dévoiler la politique des classes dirigeantes et d'armer de larges strates de la population opprimée d'idéologie progressiste

et de les mobiliser ainsi pour la lutte. En RSA, où les principaux défenseurs des intérêts des travailleurs africains et de tous les opprimés, c'est-à-dire le parti communiste sud-africain et le Congrès national africain (ANC), sont mis hors la loi et ne peuvent en conséquence se manifester ouvertement, leur participation effective aux activités des organisations de masse tolérées et réservées à la population non blanche et aux métis, peut jouer un rôle important dans le déploiement du mouvement démocratique de libération nationale» (17).

Les enjeux: la classe moyenne noire, la reconnaissance de la politique de «homelands»

Les «évolutionnaires» soutiennent la résistance passive et active mais pas la violence sanglante. Ils seraient prêts à laisser tomber —du moins provisoirement— l'ANC et le PC sud-africain au profit d'une UDF qui réussirait. D'abord parce que l'UDF agit dans le pays même et ouvertement et n'est pas encore considérée comme une organisation infiltrée aussi intensément par les communistes que l'ANC; elle est de ce fait plus crédible. En outre, les Soviétiques savent bien que la grande majorité des Africains de race noire rejettent la terreur de l'ANC. Dans de telles circonstances, le souci majeur des Soviétiques, c'est la classe moyenne noire de RSA, qui leur apparaît comme le plus grand obstacle à tout bouleversement révolutionnaire. Si le gouvernement sud-africain s'efforce de renforcer et d'élargir la classe moyenne noire, la politique soviétique à court terme tentera d'affaiblir celle-ci, voire, si nécessaire, de favoriser sa décimation par la terreur, sous le prétexte qu'elle est «collaboratrice» du régime.

(4) La guerre psychologique menée sur la scène internationale sera poursuivie aussi longtemps qu'il le faudra pour que
l'Afrique noire reconnaisse les réformes sud-africaines
ou que
l'Afrique du Sud sombre dans la révolution souhaitée.
C'est autour de ces deux options possibles que s'amplifie le tumulte soulevé par la lutte internationale engagée contre la RSA. Une reconnaissance des réformes sud-africaines par l'Afrique noire serait, pour Moscou, une issue peu enviable du conflit. Toutes les positions de force acquises jusqu'ici par l'Union Soviétique en Afrique australe seraient encore plus fragilisées qu'aujourd'hui. Si la manœuvre qui consiste à faire tomber la RSA dans la sphère d'influence soviétique ne réussit pas, les réformes sud-africaines permettront aux pays actuellement sous influence soviétique de se soustraire à la tutelle de Moscou de manière pacifique.

Le Kremlin aime à se positionner comme l'«allié naturel» de l'Afrique noire. Dans la lutte actuellement engagée, cela semble être le cas. Un arrangement pacifique entre chacun des peuples d'Afrique australe ne mettrait pas seulement la politique africaine de l'URSS en question, mais aussi l'existence de nombreuses dictatures d'Afrique noire qui n'ont pas su résoudre leurs problèmes ethniques, comparables à ceux qui secouent la RSA, si ce n'est en étouffant, par l'oppression brutale, toute tentative d'autonomie ethno-nationale. Les despotes d'Afrique noire sont suffisamment intelligents pour reconnaître combien faibles et ridicules paraissent leurs Etats délabrés économiquement, déchirés politiquement et trop souvent dominés par des puissances tierces. C'est pourquoi, on comprendra aisément pourquoi la RSA apparaît comme un défi voire comme une vexation permanente. Un succès de sa politique des «homelands» renforcerait encore davantage tous les efforts d'autonomie culturelle et de sécession dans les pays d'Afrique, où les peuples ont été divisés artificiellement. Un tel glissement bouleverserait à long terme la carte d'Afrique dans sa totalité. C'est à cause de ce danger que la politique des «homelands» doit échouer et que l'Afrique du Sud doit être combattue sans relâche.

Comprendre le défi

La question de savoir quelles conséquences politiques les réformes actuelles finiront pas engendrer est évaluée de façon très intéressante par bon nombre d'auteurs soviétiques et leurs conclusions rejoignent approximativement celles de l'opposition des partis d'extrême-droite en RSA. Jugeons-en d'après ce texte issu de l'étude de l'Institut Africain d'URSS, déjà citée:

«L'Etat raciste et les monopoles qui le soutiennent s'efforcent de guider l'évolution sociale dans les eaux d'un néo-colonialisme, qui permettrait à la minorité blanche de maintenir sa domination politique et économique. La distanciation nécessaire vis-à-vis de l'apartheid orthodoxe ébranle toutefois les fondements du régime raciste, élargit les conditions objectives d'une démocratisation de la société sud-africaine et promeut le renforcement des forces politiques agissant dans cette direction» (18).

Savoir si cette «démocratisation» s'opérera dans le sens souhaité par la politique soviétique, ne dépendra pas tant en dernière instance de Moscou, mais dépendra bien de la raison dont feront preuve les peuples d'Afrique australe et de l'attitude de l'Ouest, lequel devra comprendre que son destin est lié à celui de l'Afrique du Sud, au lieu de «travailler dur pour préparer son suicide», comme ironisait Lénine (19).

Prof. Werner PFEIFENBERGER.

Notes

(1) Klaus Lange, «Anmerkungen zur sowjetischen Politik in Schwarzafrika», in: *Politische Studien*, Sonderheft 2/1986, p. 186. Lange perçoit, entre ces deux phases de la politique extérieure, une «période de transition», située vers 1970, au moment où le gouvernement soviétique s'est associé aux intérêts du capitalisme britannique (British Petroleum, Shell et le gouvernement travailliste) et aux aspirations nationalistes et religieuses d'Egypte (Nasser et certains cercles islamiques) et a participé ainsi au génocide du peuple biafrais pour accroître son influence en Afrique; à ce propos, cf. également Karl Breyer, *Chaos Afrika - Geht ein Kontinent verloren?*, Eßlingen, 1986, pp. 199-213.

(2) Seulement 9,8 millions d'électeurs sur 41,7 millions, c'est-à-dire 23,5%, ont voté pour des candidats bolchéviques lors de la première et unique élection libre pour l'assemblée nationale de Russie. Le 18 janvier 1918, les Bolchéviks ont liquidé le Parlement dès sa première session avec l'aide des troupes rouges, afin d'imposer une république des conseils, de nature dictatoriale, contre la république de type parlementaire.

(2a) *Pravda*, 31 mars 1971.

(2b) Cf. Günther Wagenlehner, «Friedliche Koexistenz und ideologischer Kampf - Zwei Schlüsselbegriffe sowjetischer Denkweise», in: *Beiträge zur Konfliktforschung*, 3/ 1983, pp. 33-51, Köln.

(2c) Cf. Fritz Schenk (Hrsg.), *Kommunistische Grundsatzerklärungen - 1957-1971*, K öln, 1972, pp. 27, 28, 78, 79, 80.

(3) Cf. également: Boris Meissner, «Triebkräfte und Faktoren des sowjetischen Außenpolitik», in: B. Meissner et G. Rhode (Hrsg.), *Grundfragen sowjetischer Außenpolitik*, Stuttgart, 1970, p. 30.

(3a) Boris Meissner, «Die zwei Kreise des sowjetischen Bündnissystems», in: *Beiträge zur Konfliktforschung*, 3/1983, p. 87, Köln.

(3b) *Pravda*, 15 oct. 1985 et *Neues Deutschland*, 26/27 oct. 1985; cf. Wolfgang Berner, «Sowjetische Außenpolitik und Außenbeziehungen der Partei auf dem XXVII. KPdSU-Kongreß», in: *Beiträge zur Konfliktforschung*, 2 /1986, pp. 121-140, Köln.

(4) An. A. Gromyko (red.), *Krisis na Youge Afriki*, Moskva, 1984, p.147-148 (Akademiya Naouk SSSR, Insitut Afriki).

(5) Wolfgang Leonhard, «Die Sowjetunion zur Jahreswende 1983/84, in: *Conturen*, vip Nr. 13A/Februar 1984, p. 49.

(6) Klaus Lange, op. cit., p. 191.

(7) V.I. Lénine, *Sotchineniya*, Tom 31, Moskva, 1950, p. 411.

(8) V.I. Lénine, *Sotchineniya*, Tom 22, p. 98.

(9) Ibidem.

(10) V.I. Lénine, *Sotchineniya*, Tom 31, p. 219.

(11) I.V. Staline, *Sotchineniya*, Tom 5, Moskva, 1947, p. 57; Tom 6, p. 300-301.

(12) V.I. Lénine, *Sotchineniya*, Tom 22, p. 325.

(13) Konstitutsiya Soiuza Sovietskikh Sotsialistitcheskikh Respoublik, 7 oktobria 1977 goda, Glava 4 (Vniechniaia Politika); cette disposition n'est pas unique. La constitution de la République Populaire de Chine du 17 janvier 1975 contient également des assertions similaires dans son préambule: «Nous devons renforcer notre unité avec les pays socialistes, avec tous les peuples opprimés et toutes les nations opprimées, de façon à ce que chacun soutienne les autres, et veiller à assurer une coexistence pacifique avec les pays régis par des systèmes sociaux différents».

(14) An. A. Gromyko et alii (red.), D*iplomatitcheskii Slovar*, Tom 2, Moskva, 1961, p. 299.

(15) Cf., à ce propos, la présentation de la politique extérieure soviétique et ses objectifs, in: Arkadij Nikolajewitsch Schewtschenko, *Mein Bruch mit Moskau*, Bergisch Gladbach, 1985.

(16) Cf., à ce propos, l'excellente analyse de Peter Vanneman et W. Martin James III, «The Role of Opinion Groups in the Soviet African Policy Process», in: *Journal of Contemporary African Studies*, Vol. 2, n°2, 1983, pp. 211-237.

(17) You. Skoubko, *Novye Yavljeniya v ekonomike YOU.A.P.*, Moskva, 1985, p. 206.

(18) Ibidem, p. 210.

(19) Texte intégral cité dans: «The Peacetime Strategy of the Soviet Union», Institute for the Study of Conflict, London, 1973; voir aussi: Ferdinand Otto Miksche, *Moskaus indirekte Strategie - Erfolge und Niederlage*, Stuttgart, 1983.





Un attentat à la voiture piégée, perpétré par l'ANC à Durban. Il a coûté la vie à plusieurs civils innocents.

Le blocus financier contre l'Afrique du Sud

par Marc DONZEL

I. Introduction

La première chose qu'il convient de savoir, c'est que l'information est la matière première du financier. Ipso facto, la désinformation sert autant la guerre idéologique que la guerre économique. Le système financier international est très sensible aux rumeurs de tous ordres et aux vents de panique soulevés par la question sud-africaine, surtout du fait de son engagement croissant envers les pays en voie de développement (PVD). Fin 1984, cet engagement s'élevait à 305 milliards de dollars US; en mars 85, à 450 milliards de $, dont 346 (= 77%) prêtés à dix pays d'Amérique latine et faisant l'objet de rééchelonnement. La crise financière sud-africaine illustre cette situation à la fois trouble et tendue.

II. Chronologie

En mars 1985, la Bank of Boston déclare arrêter tout prêt à la RSA pour deux motifs officiels:
1) elle subit la pression des groupes américains anti-apartheid;
2) elle craint les répercussions sur l'économie du pays des troubles persistants depuis septembre 84.
En août1985, la Chase Manhattan Bank adopte la même mesure, sur décision de son Président Willard C. Butcher. La California's Security Pacific emboîte le pas. Le taux des prêts consentis à la RSA saute de Libor +1/4 à +1,0 et la maturité moyenne chute de 90 jours à... 7 jours. Le Rand baisse de 30% par rapport au $.
En septembre 1985, dès le premier jour du mois, Mr. Barend du Plessis, Ministre des Finances de la RSA, déclare un moratoire sur les dettes des résidents à l'égard de l'étranger. Ce moratoire durera jusqu'au 31 décembre 85, afin de permettre la conduite de négociations. Le 26 septembre, le Dr. Fritz Leutwiler, ancien PDG de la Banque Nationale Suisse et de la Banque des Règlements Internationaux, accepte d'agir comme médiateur à la demande de la RSA.
En janvier 1986, les négociations menées à Zürich avancent difficilement; le Dr. Leutwiler se rend en RSA; de retour en Europe, il déclare: «L'Afrique du Sud n'est pas en banqueroute, loin de là. Son économie est fondamentalement solide. Certes, son inflation est trop élevée pour diverses raisons, mais sa balance des paiements est excédentaire et le règlement des intérêts sur les dettes à l'égard de l'étranger est honoré sans problème».
En février, la RSA rembourse normalement la première tranche d'un prêt de 774 millions de $, consenti pour



L'humour britannique ne perd jamais ses droits: lors des émeutes raciales de Birmingham, où les immigrés jamaïcains avaient pillé et incendié plusieurs quartiers, le caricaturiste Cummings du Daily Express, met ces paroles fictives dans la bouche de Madame Thatcher: «Restons calmes! Nous ne pouvons pas proclamer l'état de siège, sinon les Américains vont nous infliger des sanctions!». Allusion directe aux sanctions que les Etats-Unis avaient décrétées lorsque la police sud-africaine avait tenté de rétablir l'ordre à Johannesbourg.

trois ans par le FMI. Un accord est conclu à Londres entre les 230 banques concernées et les représentants sud-africains. Il prévoit (négociations du 20 février et des semaines suivantes):
- la reconduction du moratoire sur 95% des créances jusqu'au 30 juin 1987, les intérêts continuant à être servis.
- le remboursement des 5% restant, suivant les modalités suivantes:
  *Dettes déjà échues: solde le 15 avril 1986;
  *Autres dettes: solde à date normale d'échéance.
- Nouvelle réunion prévue pour septembre 1986.

En mars 86, la Banque de Réserve sud-africaine annonce qu'elle détient d'ores et déjà 420 millions de $ de réserves pour honorer les remboursements de 500 millions de $, devant s'étaler jusqu'en mars 87.
En avril 86, même avec un Rand qui, sur l'année, vaudrait en moyenne 0,4 $, la RSA pourrait respecter l'accord conclu et reconstituer ses réserves de change.

III. Motivations

Les motivations ayant été avancées pour justifier le blocus financier de l'Afrique du Sud étaient de quatre ordres:
- situation économique;
- situation financière;
- situation politique et sociale;
- situation internationale.

Leur analyse doit en révéler la plausibilité et la pertinence. C'est ce que démontrera la suite de la présente intervention.

IV. La situation économique

Examinons au préalable quelques données:
* L'Afrique du Sud est un pays de 23 millions d'habitants (Blancs: 20%; Métis: 12%; Asiatiques: 3,4%; Zoulous: 27%; Xhosas: 11%; Toutes ethnies noires confondues: 66%).
* Son PNB est de Rand 119 milliards en 1985, soit un PNB per capita de R 1946 contre R 2084 (en R de 1980 constant); la croissance moyenne du PNB 80/85 est de 1,1% mais la population croît au rythme de 2,38% par an.
* Pour une population équivalente, le Zaïre a un PNB inférieur au dixième de celui de la RSA; de ce fait, la RSA est un géant économique en Afrique.
* L'Afrique du Sud est le principal fournisseur de minerais de l'Occident. La RSA, le Bophutatswana et le Venda possèdent ensemble le pourcentage suivant de réserves, pour le monde non-communiste:

Minerais	% de réserves, monde non-communiste
Chrome	84 %
Manganèse	93 %
Platine	89 %
Vanadium	61 %



Caricature du journal "Die Burger": l'Afrique du Sud en face des médias internationaux est sommée de répondre à une question: «Nous souhaitons avoir une conversation objective: quel effet cela fait-il d'être coupable?».

Caractéristiques de l'économie sud-africaine:
Cette économie domine toute celle de l'Afrique australe.

Donnée	Poids dans l'économie régionale en %
PNB	80 %
Electricité	77 %
Maïs	70 %
Blé	87 %
Moutons	80 %
Flotte automobile	80 %
Routes goudronnées	63 %
Chemins de fer et ports	60 %
Téléphones	84 %

Elle commerce intensément avec l'Afrique comme avec le reste du monde:

* 1985	R milliards	% du total (en valeur)
IMPORT	23	
dont:		
biens manufacturés		42
Produits chimiques et métallurgiques		17
EXPORT	36	
dont:		
or		42
métaux bruts et transformés		14

Elle commerce avec 47 pays d'Afrique.
En 1983, les exportations vers l'Afrique s'élèvent à R 1,8 milliard.
En 1979, la RSA absorbe un pourcentage important des exportations de plusieurs pays africains: Botswana (17%), Lesotho (34%), Swaziland (24%).
Elle possède l'infrastructure et la technologie d'un Etat moderne:
en 1982, le chiffre des tonnes par km pour les chemins de fer sud-africains est de 101.295, alors que pour la France, il était de 60.554 et, pour la RFA, de 56.511. Cette économie, en outre, possède son programme de recherches nucléaires pacifiques depuis vingt-cinq ans et a réussi à mettre au point un procédé original d'enrichissement de l'uranium depuis 1970 (exploitation à partir de 1987).
Elle voit se côtoyer des populations ayant des niveaux de vie largement supérieur à la moyenne africaine mais très diversifiées et en pleine évolution.

Le tableau suivant nous montre le temps de travail nécessaire à un ouvrier pour acheter divers biens (chiffres de 1982):

Ville	Washington	Moscou	Paris	Johannesbourg	
				Blanc	Noir
Riz (1 kg)	016 min.	054 min.	015 min.	004 min.	012 min.
Lait frais (1 l)	006 min.	022 min.	008 min.	006 min.	018 min.
Chemise	137 min.	615 min.	208 min.	196 min.	570 min.
Télé couleur	65 h	701 h	106 h	125 h	363 h

Quant au tableau ci-dessous, il indique la part en % du revenu national détenu par les Noirs:

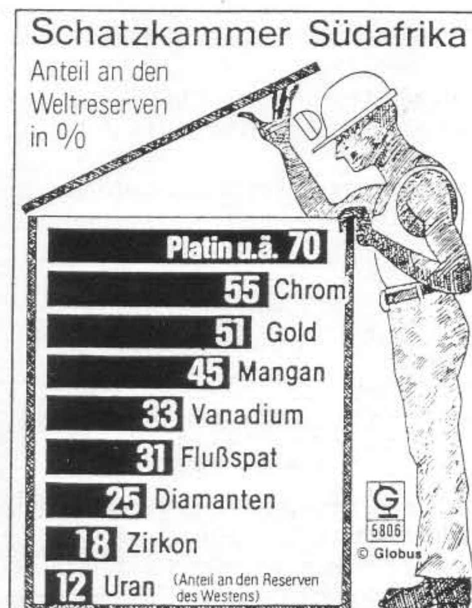
Part du RN détenu par les Noirs	année
26%	1970
40%	1980

En 1983, le PNB per capita était de 2450 $ en RSA, de 920 $ au Botswana, de 740 $ au Zimbabwe et de 210 $ au Malawi. Le taux moyen d'inflation entre 1980 et 1985 était de 13,5%. En 1985, ce taux s'est élevé à 16,8%, ce qui équivaut à trois fois la moyenne de l'OCDE. L'origine de ce taux d'inflation provient d'une croissance des dépenses publiques et s'explique par les chiffres suivants:

Année	Poids des dépenses publiques en % du PNB
1980	18,7%
1984	26,3%

Cet accroissement des dépenses publiques s'explique à son tour par une hausse de la demande intérieure, ce qui a entraîné une hausse des importations et, en corollaire, une baisse des exportations, due aussi à la crise mondiale. Ces effets ont provoqué un déficit de la balance courante et, par suite, une hausse des taux d'intérêt, assortie d'une baisse des activités et d'un accroissement du chômage. La RSA a été alors contrainte d'assouplir sa politique monétaire à partir de mars 82, car la baisse du PNB de 82 s'élevait à -1,2%. La reprise de la demande qui s'ensuivit a obligé l'Etat sud-africain à augmenter ses importations, ce qui a maintenu le processus inflatoire. Pour y pallier, il a fallu introduire une politique monétaire restrictive, dans un cadre international où l'or baissait. D'où récession et inflation: celle-ci atteignait en juin 1985, le taux de 16,4%.

Le blocus financier ouvre néanmoins des perspectives: le Rand baissera, ce qui permettra une reprise des exportations. Quant à la politique des dépenses publiques, elle entraînera un reprise de la consommation intérieure. Rappelons à ce propos que 600 millions de Rands ont été mobilisés pour lutter contre le chômage.



L'Afrique du Sud est une réserve de matières première, comme chacun sait. Le graphique que nous présente l'institut de statistiques Glogus (RFA) nous illustre parfaitement la situation: les chiffres sont parlants, comme nous l'indique aussi Marc Donzel dans son panorama de la situation économique. Sans ces minerais, les Etats-Unis ne pourraient plus poursuivre leurs programmes spatiaux et l'Europe verrait son taux de chômage augmenter en flèche. Autant de raisons qui devraient nous pousser à réfléchir et à ne pas juger la situation de manière manichéenne et sommaire.

En conclusion, nous dirions que, structurellement, la RSA présente une économie moderne, qui a connu un gain de productivité important du fait des efforts de formation. Mais cette économie est encore trop dépendante des exportations de matières premières. La RSA représente un marché énorme, le premier d'Afrique.

Conjoncturellement, l'économie sud-africaine subit l'impact du ralentissement général de l'économie mondiale. Le chômage y est en hausse, notamment à cause de l'énorme croissance démographique. L'inflation est élevée mais elle est contrôlée, à la différence de ce qui se passe en Amérique latine.

V. Situation financière

D'importants investissements étrangers s'opèrent en RSA. En 1982, 10% de ces investissements provenaient de Grande-Bretagne, pour un total de £ 5 milliards (+ £ 6 milliards d'investissements indirects). Les USA y ont investi 5 milliards de $. La RFA y a doublé ses investissements entre 1976 et 1981, passant de DM 43,1 à DM 87,5. Mais globalement, l'Afrique du Sud n'est que faiblement importateur de capitaux. Ainsi, entre 1977 et 1985, les capitaux se sont répartis comme suit:

	R millions
Capitaux LT (long terme) importés:	07.441
Capitaux CT (court terme) exportés:	10.805
Emprunts Banque Centrale:	03.863
Total capitaux importés:	00.499

Par ailleurs, la dette extérieure sud-africaine tendait à baisser:
- septembre 1984: $ 19,6 milliards
- juin 1985: $ 17,0 milliards

Ce qui équivaut à une baisse de 13%.

Néanmoins, la structure économique sud-africaine a évolué vers un accroissement de l'endettement CT, soit un total de $ 12 milliards, dont 50% à six mois et moins. Cet endettement est dominé par le secteur privé, à environ 50%. On n'oubliera pas que la baisse du Rand accroît le poids des engagements en US$. Pourtant, de 1984 au troisième trimestre 1985, la RSA avait remboursé R 8 milliards de dettes CT.

Globalement, comparée à celle d'autres pays endettés, la position de l'Afrique du Sud est bonne. Le tableau ci-dessous indique le poids des dettes par habitant.

Pays	Poids de la dette Montant par habitant en US$
RSA	0760
Argentine	1180
Chili	1230
Australie	1920

Notons que l'Argentine et le Chili sont en crise; que l'Australie ne l'est pas mais que le poids de la dette par habitant est 2,5 fois supérieur à celui de la RSA.

Le tableau suivant signale la dette extérieure rapportée au PNB et aux exportations:

Pays	% PNB	% Exportations
RSA	39	136
Australie	25	126
Argentine	59	435
Brésil	37	366
Nigéria	36	146
Turquie	26	267

En conclusion, on peut dire que, globalement, la situation financière est saine:
- l'endettement est raisonnable;
- la balance commerciale est excédentaire (de R 936 millions en juillet 85);
- les perspectives de redémarrage économique sont favorables au secteur privé.

VI. Situation politique et sociale

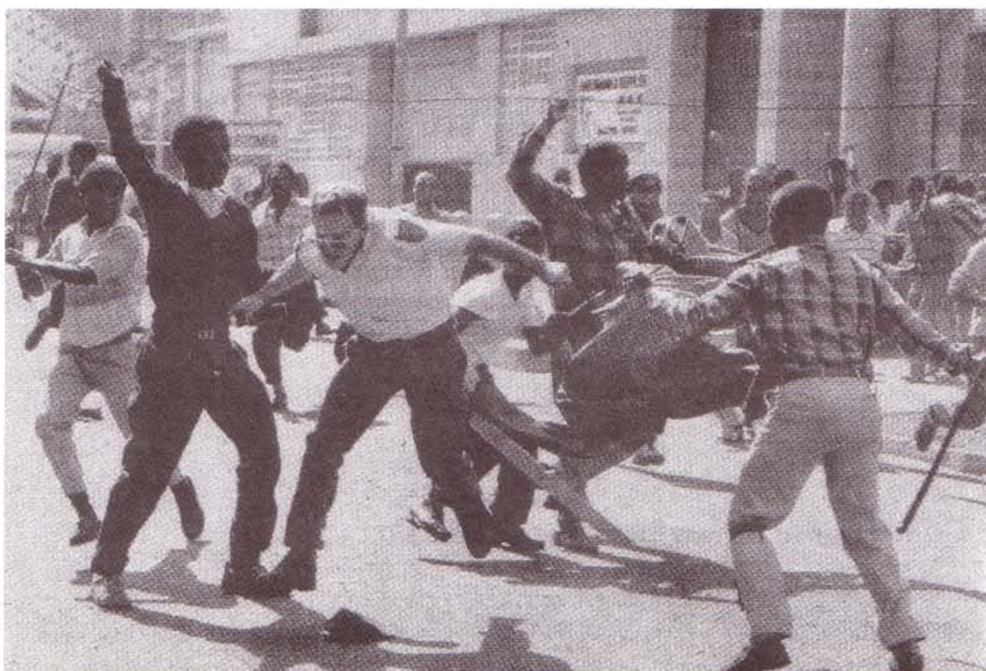
Dans ce domaine, non financier par excellence, les points importants pour les institutions financières sont les suivants:
- l'environnement est favorable aux affaires, parce que
  * le gouvernement est engagé dans une politique économique libérale;
  * la liberté des changes n'a été mise en cause qu'après le blocus (Rand commercial/Rand financier);
  * la rentabilité des investissements est traditionnellement bonne; en 1983, les dividendes pour l'étranger s'élevaient à R 2.569 millions, dont
    * par investissement direct: 1.062, soit 41%;
    * par investissement indirect: 1.507, soit 59%.

La stabilité politique est garantie.
En septembre 1984, on assiste au début des émeutes déclenchées par les populations noires urbaines, à cause du plan d'austérité d'août 1984, du chômage et de l'agitation politique.
En juillet 1985, les émeutes continuent, l'état d'urgence est instauré dans 36 districts sur 265, soit 1/10ème du territoire, où les activités de presse sont également restreintes.
En mars 1986, le gouvernement décrète la levée définitive de l'état d'urgence sur les 27 districts encore concernés. Il devra malheureusement être réinstauré le 12 juin 1986.
Le bilan des émeutes est d'environ 1200 tués. Les victimes sont des membres des administrations locales noires ou des membres des groupes politico-ethniques noirs. L'objectif déclaré des agitateurs (de l'ANC), est de rendre le pays ingouvernable. En fin de compte, nous devons constater que
- les émeutes sont le fait de jeunes désœuvrés qui boycottent les classes et souffrent du chômage;
- les heurts inter-ethniques ont été nombreux;
- le gouvernement a poursuivi ses réformes en vue d'instaurer une citoyenneté unique, d'abroger l'«influx control» et les «pass» et de procéder en sus à diverses mesures de modernisation;
- le pouvoir est toujours resté maître du terrain.

Pour conclure, nous constatons que la situation intérieure n'a manifestement jamais échappé aux forces de l'ordre et que le contrôle des activités de presse a conduit les observateurs à une vision plus équilibrée de la situation qui a facilité la mission de Mr. Leutwiller.

VII. La situation internationale

L'Afrique du Sud est l'objet de nombreux boycotts et menaces de boycotts, notamment,
1) le boycott de l'ONU sur les ventes d'armes, les relations sportives et les relations culturelles. Le budget annuel «anti-apartheid» est de $ 40 millions.
2) la pression des USA sur le FMI pour décourager les prêts à la RSA.
3) l'action des groupes de pression américains anti-apartheid, comme l'*US Council on Foreign Relations* (CFR) ou la Commission Trilatérale, créée en 1973, dont sont membres Rockefeller et Butcher (cf. supra), Shultz, Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères et McFarlane, Conseiller de Reagan pour la Sécurité Nationale, sans oublier Randall Robinson, qui y est responsable «Transafrica» et instigateur du mouvement anti-RSA



«Free SA Movement».
4) l'hostilité des dirigeants du *New York Times*, du *Washington Post*, du *Time*, de *Newsweek*, des chaînes CBS, ABC et NBC.

Conclusion: les informations diffusées sur l'Afrique du Sud lui sont généralement défavorables en raison de l'action des groupes hostiles officiels et du poids des médias américains, dont les responsables sont affiliés à ces groupes. Méditons dès lors la déclaration de Mr. Leutwiller: «Les médias sont toujours intéressés par les mauvaises nouvelles parce qu'elles donnent l'occasion de gros titres (...). Même si le gouvernement (sud-africain) fait des choses bénéfiques, elles sont mal interprétées à l'étranger».

VII. La motivation réelle

La seule motivation plausible pour expliquer le blocus financier de l'Afrique du Sud est donc celle de manœuvres politiques. Dès le 2 septembre 1985, le *Financial Times* écrivait: «L'Afrique du Sud est bien sûr un cas très particulier. Du fait de la solidité de l'excédent de sa balance courante, elle pourrait aisément rembourser ses 12 milliards de $ de dettes à court terme en quelques années: le problème est celui de la liquidité nécessaire pas de sa solvabilité. La crise a été suscitée presque entièrement par des pressions politiques et non par des pressions économiques» (article intitulé "SA Winter for the Banks").

VIII. Conséquences prévisibles d'un blocus financier prolongé

Les conséquences prévisibles d'un blocus financier prolongé de la RSA se feraient sentir bien évidemment en Afrique du Sud même, sur les finances, l'économie et le climat politique et social, mais aussi sur l'Afrique australe dans son ensemble.

VIII) A) Conséquences en Afrique du Sud

Examinons d'abord les conséquences financières:
- la RSA deviendrait exportateur net de capitaux pendant la période de remboursement des fonds;
- un contrôle des changes très restrictif devrait être appliqué, tendant à réduire les sorties de capitaux;
- le cours du Rand serait orienté à la baisse;
- la banque des paiements serait durablement affectée par le remboursement des dettes.

Ensuite, les conséquences économiques:
a) le non-renouvellement des prêts à la RSA se traduira pour celle-ci par un «manque à gagner» de 1,4% en terme de croissance, ce qui correspond à 90.000 emplois/an non créés, dont 60.000 pour les Noirs;
b) la raréfaction relative des capitaux disponibles se traduirait:
soit par une réaffectation libre de ceux-ci sur les secteurs les plus compétitifs à CT;
soit par l'instauration d'un contrôle public sur les flux de financement.
La seconde solution renforcerait l'étatisme mais permettrait de préserver les programmes sociaux à CT comme, par exemple, l'effort dans l'éducation des Noirs qui, entre 1979 et 1984, avait vu son budget augmenter de 430%; le nombre de lycéens noirs a augmenté, lui, de 520% en 10 ans (de 1974 à 1984). La part des dépenses relatives à l'éducation dans le budget de l'Etat est passée de 2,9% en 1979 à 4,6% en 1984;
c) le ralentissement des dépenses d'infrastructure et d'investissement. Ainsi, par exemple, l'ESCOM (électricité sud-africaine) accroît ses capacités de 6% par an grâce à des emprunts à l'étranger; en 1984, l'endettement total s'élevait à R 3,5 milliards.

Les conséquences politiques et sociales seraient les suivantes:
a) extension probable du pouvoir de l'Etat;
b) stagnation et baisse du niveau de vie;
c) accroissement du chômage par perte de croissance économique;
d) tensions sociales accrues avec, pour corollaire inévitable, le renforcement des forces de police, actuellement très faibles. A titre comparatif, le tableau ci-dessous indique le nombre de policiers pour 1000 habitants en

RSA	1,6
au Swaziland	2,2
au Botswana	2,5
au Lesotho	2,7
en France	3,4 (!)

VIII) B) Conséquences en Afrique Australe

a) Diminution du revenu des travailleurs immigrés en RSA.
En 1984, le pays comptait 351.260 travailleurs immigrés légaux qui ont envoyé R 677 millions dans leurs

pays d'origine. En fait, les travailleurs légaux et illégaux forment une masse compacte d'un million de personnes qui provoquent un flux financier d'un milliard de rands. Ce flux a contribué pour 50% au PNB du Lesotho en 1983.

b) Diminution du commerce entre la RSA et les pays d'Afrique.
En 1984, ces pays fournissaient 2,75% des importations de RSA pour un montant global de R 1,3 milliards. La RSA absorbait 17% des exportations du Botswana, 24 % de celles du Swaziland et 34% de celles du Lesotho.

c) Hausse des prix en RSA se répercutant notamment sur la production d'électricité du Lesotho qui tire 100% de son énergie électrique de l'ESCOM, du Swaziland qui en tire 79% et du Botswana qui en tire 52%. En outre, la ville de Maputo, au Mozambique, tire 60% de son électricité de l'ESCOM.

d) Hausse du coût des transports de marchandise:

Pays	% passant par RSA	
	Import	Export
Zimbabwe	57%	65%
Zambie	70%	40%
Malawi	60%	50%
Zaïre	57%	cuivre: 45% plomb: 60% cobalt: 40%

e) Diminution des possibilités de crédit direct à l'Afrique:
Total accordé LT: R 350 millions
Restant dû (sept. 85), LT: R 200 millions
Total accordé par Banque Centrale: R 300 millions

f) Erosion des avantages douaniers et fiscaux:
en 1982/83, on observait les revenus suivants perçus dans le cadre de l'Union Douanière en Afrique Australe:

Pays	R millions	% du revenu total du pays
Botswana	116	32
Lesotho	071	37
Swaziland	117	61

On perçoit par ces chiffres quels avantages tirent des pays comme le Lesotho et le Swaziland de la zone-Rand: si le Rand baisse, les dettes en devises pèseront plus lourd pour ces pays.

IX. Conclusion

Le blocus n'est pas fondé: ni économiquement ni financièrement ni même pour des raisons de stabilité politique. Il est le pur fruit d'une pression politique. Il est préjudiciable non seulement aux populations de la RSA mais à toute l'Afrique australe. Il pose le problème des intérêts des actionnaires et clients des banques: sont-ils convenablement protégés lorsque les dirigeants de banque cèdent aux pressions de minorités agissantes et cessent toute relation avec un client solide, solvable et acquis au système économique libéral? Ne faut-il pas revenir à un marché des obligations internationales émises par des Etats souverains et que chaque citoyen serait libre d'acheter ou de refuser?

Marc DONZEL.



Afrique du Sud: le tournant

par Trystan Mordrel

Mount Moria, à 40 km à l'est de la ville de Pietersburg, est le point de ralliement du grand rassemblement annuel de Pâques de l'Eglise chrétienne de Zion, la plus importante des Eglises sud-africaines noires. Sur des kilomètres, les routes qui convergent vers cette petite ville sont embouteillées par les autobus, les camions, les taxis collectifs, les voitures particulières, chargées à refus de fidèles. La foule est si dense que les véhicules n'avancent plus et doivent s'arrêter sur place. Plus de 2,5 millons de Zionistes de tout le sud du continent africain se sont donnés rendez-vous.

Mais celui qui s'adressera à cette foule immense n'est pas un militant professionnel de l'anti-apartheid, un de ces prêtres qui n'ont que le mot «révolution» à la bouche, mais le Président sud-africain P.W Botha lui-même. Ce fait, exemplaire de la volonté de dialogue inter-racial du gouvernement, fut passé sous silence par l'ensemble des médias occidentaux, qui cherchent plutôt à exacerber les conflits.

Invité à prendre la parole devant les Zionites par l'Evêque B.E. Lekganyane, P. W. Botha s'adressait directement à 40% des noirs sud-africains, des hommes et des femmes qui refusent la violence comme moyen de résoudre les problèmes du pays: «Notre pays compte de nombreux peuples et de nombreuses communautés. Dans l'avenir, un seul peuple ne pourra plus dominer les autres. Nous devons gagner ensemble. Dans le passé, nous n'avons pas dialogué, ouvrons maintenant une nouvelle page de notre histoire où nous parlerons ensemble comme nous le faisons aujourd'hui».

Ce rassemblement du mois d'avril dernier est symptomatique de la réalité du dialogue entre le gouvernement et les différentes communautés noires. Mais cela n'aurait pas été possible sans la profonde mutation que connaît depuis près de trois ans le système politique sud-africain.

Des Noirs déchirés par des haines raciales

Si la violence existe en République d'Afrique du Sud, elle épargne les blancs et se concentre paradoxalement dans les zones réservées aux Noirs. Les diverses populations qui les habitent sont déchirées par les conflits tribaux et politiques. Ces haines inter-ethniques prélèvent un lourd tribut parmi les Noirs, les Indiens et les Métis. Entre le 1er mars et le 15 juin 1986, 284 Noirs ont été tués sauvagement par d'autres Noirs, dont 172 par le supplice du «collier»; 1125 logements, 347 bâtiments commerciaux et 11 églises ont été brûlés par des émeutiers. Face à ces drames, il est vrai que les forces de l'ordre ont provoqué d'autres morts, mais la plupart

du temps lors d'affrontements violents entre différentes factions de la population noire. Selon l'Institut sud-africain des relations raciales (hostile au gouvernement), 1.782 personnes sont mortes depuis le début des troubles, près de 21 mois plus tôt.

Il est difficile de faire la part des décès qui résultent directement de l'action de la police ou de l'armée et de ceux qui sont le fait d'affrontements raciaux. Par exemple, en décembre 1985, une bataille rangée entre des Zoulous et des Pondos a fait plus de cinquante morts; une autre fois, ce sont les Zoulous qui ont mis à sac des quartiers indiens et détruit la maison natale de Ghandi. Dans la province du Cap, ce sont les quartiers métis qui organisent, avec l'aide de la police, des milices d'auto-défense pour se protéger des incursions de jeunes marginaux noirs.

Cette journée du 16 juin 1986, anniversaire des émeutes de Soweto, a mis tout le pays en alerte. Le gouvernement a tenté de prévenir une aggravation de la situation en instituant, quelques jours plus tôt, le 12 juin, l'état d'urgence qui avait été levé le 4 mars précédent. Dans une allocution au Parlement, le président Botha justifie la décision gouvernementale par la découverte par ses services secrets d'un document interne du parti communiste sud-africain qui confirmerait les liens entre cette organisation et l'African National Congress (ANC), principal mouvement d'opposition en exil et qui dévoilerait des projets subversifs «qui présentent un danger réel pour tous les groupes de population du pays», selon le président Botha.

Les propos du président, retransmis par la télévision à l'ensemble du pays ont suscité des réactions violentes. Le pasteur Allan Boesak, un dirigeant de la petite Eglise métisse du Cap, considéré par les journalistes étrangers comme un porte-parole de l'opposition, a commenté la prestation présidentielle: «Il nous faut reconnaître en Afrique du Sud la réalité du mal... la présence du Diable... Satan existe... Nous l'avons vu à la télévision essayant d'expliquer ce qu'était l'état d'urgence et pourquoi il était nécessaire. Les membres du gouvernement sont des "bêtes", mais l'instauration de l'état d'urgence, la violence, sont des signes de faiblesse, pas de pouvoir... et nous ne devons pas laisser notre peur devenir la tombe de notre dignité».

L'instauration de l'état d'urgence a conduit à l'arrestation d'un millier d'activistes noirs par la police. Ces détentions n'ont pas été sans effet dans le désamorçage, pour un temps, de la situation explosive régnant dans les cités noires. Le lendemain du jour anniversaire, la police publie le bilan de la journée: onze morts. L'horreur que recouvre ce chiffre ne peut cacher l'échec relatif de l'agitation. Si la grève a été bien suivie, tous les projets de manifestations et de troubles n'ont pu être menés à bien. Les raffles de responsables anti-apartheid et la mobilisation massive des forces de l'ordre ont interdit toute tentative aux manifestants noirs et aux «camarades».

Il semble que la tactique de la police soit payante, au moins à court terme. La destruction des bidonvilles par les Noirs anti-grévistes, les arrestations systématiques des meneurs ont quelque peu déboussolé les militants anti-apartheid les plus ardents. Mais ces jeunes gens n'ont aucun avenir en dehors de l'activisme politique. Ayant abandonné l'école depuis près de deux ans, ils savent que leur avenir est compromis par l'engagement politique qu'ils vivent et par leur abandon de l'école.

Une décennie de troubles

Au mois de janvier 1976, le Président Vorster déclare au Parlement que la politique de développement séparé (l'«apartheid») est réalisable et acceptée par la grande majorité des Noirs. Ceux-ci, dit-il, ne vivent pas dans un paradis, mais ils ont comparé leur sort à celui des Noirs dans le reste du monde et ont compris qu'ils s'en tirent bien». Six mois plus tard, les écoliers de Soweto infligeaient au gouvernement un cinglant démenti en descendant dans la rue, toujours vêtus de leurs uniformes scolaires, pour protester contre leur éducation qu'ils jugent "au rabais" par rapport à celle des élèves blancs.

A cet argument, le gouvernement rétorque que les fonds attribués à l'éducation des jeunes Noirs proviennent des impôts payés par les Blancs. Ces derniers contribuent de manière majoritaire aux finances publiques. Ils payent 3.152 millions de rands d'impôts sur le revenu. A titre d'exemple, les Métis ne payent que 77 millions. La charge fiscale des Blancs a augmenté de 270% au cours de ces cinq dernières années et ils ne reçoivent en retour que 34% des dépenses publiques. Les Blancs étant moins nombreux que les Noirs, chaque élève blanc reçoit une part relativement plus importante de fonds publics, à quoi s'ajoutent les sommes importantes que les parents versent aux écoles, dans leur grande majorité des institutions privées.

Mais il est difficile de faire admettre la dure réalité des chiffres à des écoliers qui ne comparent que des évidences immédiatement perceptibles. Cette colère des écoliers plonge une nouvelle fois le pays dans la violence. Aux campagnes pacifiques des années 50 menées par des hommes comme Nelson Mandela, Oliver Tambo et Albert Luthuli qui s'opposaient à l'instauration progressive de l'apartheid, succède une période plus violente. La tension monte et se termine provisoirement par un bain de sang à Sharpeville lorsque la police ouvre le feu sur les manifestants et fait six cents morts. La répression touche alors l'ANC et son rival le Pan African Congress (PAC) qui sont interdits. Les dirigeants et les cadres de ces deux organisations subversives sont plongés dans la clandestinité sans y être préparés. Ces mesures ont assuré au gouvernement de Prétoria une période calme de quinze ans.

Mais les Noirs ne veulent pas se laisser griser par le développement économique. Certes, leur niveau de vie s'accroît sans cesse; certes, ils ne souffrent pas de la faim ou de maladies chroniques comme dans les autres pays d'Afrique; mais l'homme ne vit pas que de pain. Ils subissent une situaton qui est en contradiction avec ce que les prêtres blancs prêchent chaque dimanche à l'église, avec les exposés sur les droits de l'homme qu'ils entendent dans les écoles. Comment dans ces conditions ne pas comparer ces beaux discours avec la situation qu'ils vivent quotidiennement? Les Noirs urbanisés ressentent profondément ce qui leur semble être une grande injustice commise à leur égard. Divers mouvements tentent de donner corps à cette révolte. C'est le Mouvement de la conscience noire. Il est rejoint par un grand nombre de jeunes Noirs issus d'un système éducatif qui les forme pour des débouchés qui n'existent pas pour eux.

Ce violent sentiment de révolte doit trouver un exutoire. Encouragés par la chute des colonies portugaises, par le lâchage des Sud-africains par les Américains lors de l'invasion de l'Angola, le moment semble mûr aux Noirs pour obtenir ce qu'ils considèrent comme leur revenir de droit. Mais le gouvernement de Prétoria emprisonne les meneurs du mouvement de la conscience noire et son principal animateur, Steve Biko, meurt en prison, devenant un des symboles du mouvement de libération des Noirs.

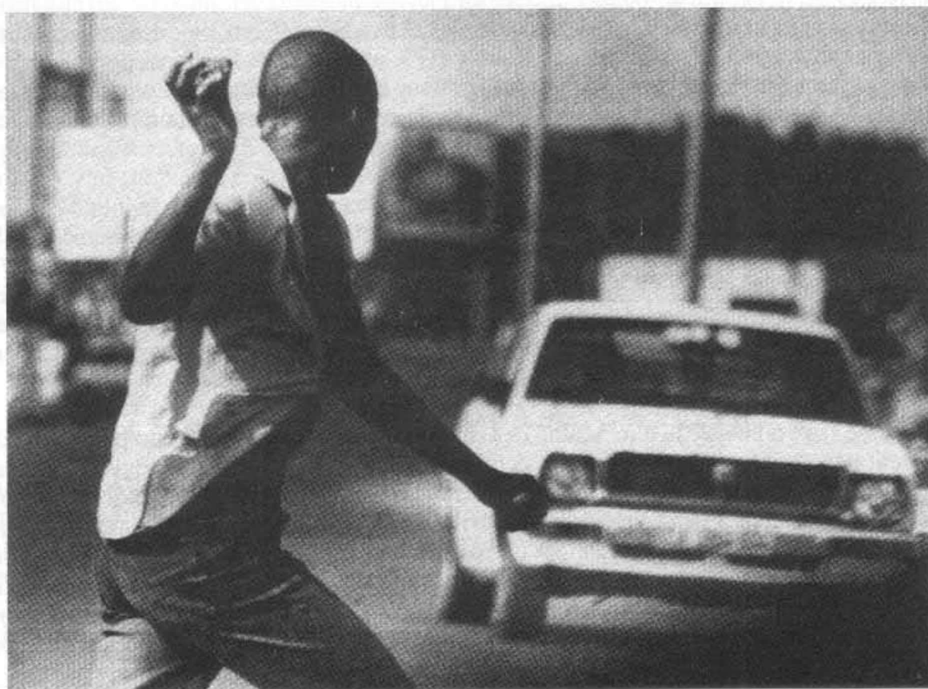
Les émeutes de Soweto en 1976 marquent un point de non retour en enclenchant un nouveau cycle de violences et de répression qui, avec des hauts et des bas, se poursuivra jusqu'en 1984, année durant laquelle les émeutes ont connu un nouveau regain d'activité.

Les émeutes de 1984

Les causes profondes du mécontentement demeurent toujours les mêmes: la qualité de l'enseignement dispensé aux Noirs dans les régions blanches, la nouvelle constitution qui exclut les Noirs de la politique au moment où les Métis et les Indiens commencent à y prendre part et la situation économique difficile dont les Africains sont les premières victimes. En janvier, les écoliers se mettent en grève pour protester contre la qualité de leur éducation. Les élections au Parlement des Métis et des Indiens provoque à nouveau une flambée de violences. Le jour du scrutin, 600.000 écoliers et lycéens, dont 500.000 Métis, boycottent les cours.

Au mois de septembre, la hausse de 5,50 rands (l'équivalent de 18 FF, 4,5 FS ou 115 FB) des loyers des habitations des Noirs, provoque une grève très suivie dans la région de Johannesburg. En quelques jours, 31 personnes sont tuées au cours d'affrontements, dont nombre de conseillers municipaux des cités noires assassinés par des activistes proches de l'ANC.

L'objectif principal des nationalistes noirs est de perturber les élections au nouveau parlement tricaméral qui assure une réprésentation aux trois groupes ethniques considérés alors comme «sud-africains» par le gouvernement: les Blancs, les Métis et les Indiens. Mais leurs efforts seront sans résultat et le nouveau parlement élira, le 5 septembre 1984, P.W. Botha Président de la République à l'unanimité. Au cours du même mois, la violence repart dans les écoles, le boycott organisé par les élèves s'étend. A la fin du mois de novembre, près de 400.000 Noirs ont déserté les salles de classe. Au plus fort du mouvement, 7% des Noirs scolarisés ont fait la grève des cours. Selon les chiffres publiés par la police, durant l'année 1984, 175 personnes ont été tuées.



Les haines entre les Noirs

L'hostilité entre les diverses nationalités noires est un aspect de la question sud-africaine qui ne doit pas être sous-estimé. Véritable mosaïque d'ethnies, ce pays est une arène où tous les moyens semblent bons pour s'assurer la suprématie au sein de l'ensemble des Noirs. Il existe une nation principale, les Zoulous, qui a conservé de son brillant passé historique une grande fierté et la conviction que c'est celle qui doit prendre la tête de l'ensemble des Noirs de l'Afrique du Sud. A tout prendre, les Zoulous préfèrent savoir les Blancs au pouvoir que les Pondos, les Xhosas ou les Tembus (ndlr: les Tembus sont une sous-ethnie xhosa).

Cette conviction s'appuie sur un incontestable sentiment de supériorité raciale à l'égard des autres ethnies noires et sur un curieux sentiment de rivalité à l'égard des Blancs qu'ils ont été les seuls à combattre sérieusement dans le passé. Les Zoulous savent que leur force vient de leur cohésion nationale, héritage de leur histoire, de leur culture et de leur langue. Il est donc important pour eux que les membres de la nation zouloue demeurent zoulous où qu'ils soient, sans se laisser tenter par les promesses des mouvements de lutte anti-apartheid qui, eux, refusent toute référence à l'appartenance ethnique.

En effet, les principaux animateurs des mouvements de lutte contre le système sont tous originaires d'ethnies ennemies des Zoulous. Ainsi, Nelson Mandela est un Tembu du Transkei, sa femme, une Pondo; Oliver Tambo, chef actuel de l'ANC, est un Pondo, l'évêque Tutu est, quant à lui, un Xhosa... Pour eux, il est donc nécessaire que les Noirs oublient toute identité ethnique, seul moyen, à terme, de réduire à néant la supériorité zouloue. Car ils savent tous qu'en cas d'accession au pouvoir des Noirs, les Zoulous ne tarderont pas à prendre le pouvoir total grâce au soutien des Blancs. Dans ce cas, les autres minorités ethniques noires, les Métis et les Indiens seraient les premières victimes de l'aggressivité des Zoulous et se retrouveraient dans une situation de sujétion sans commune mesure avec celle qu'ils connaissent aujourd'hui.

Fin de l'apartheid

Progressivement, le gouvernement abandonne les principales mesures qui structuraient l'apartheid. En 1985, la loi sur les mariages mixtes et l'article 16 de la loi sur l'immoralité (interdisant les rapports sexuels entre personnes de race différente), étaient abolis. En 1986, le laisser-passer, document dont les Noirs avaient besoin pour se déplacer à l'intérieur de la République d'Afrique du Sud, l'infâmant «pass», est abandonné. Cette décision est le résultat d'une démarche entreprise par le Conseil présidentiel, un organisme consultatif multiracial, en septembre 1985 auprès du Président Botha. Dans la foulée, le gouvernement supprime un ensemble de lois restrictives telles: Black Urban Areas Consolidation Act (1945), Black Labour Act (1964), Black Act (1952), Black Affairs Administration Act (1971), Black Labour Act (1972), etc...

Ces abolitions suscitent des réactions négatives de la part d'une partie de l'opinion blanche mobilisée par les deux partis d'opposition de droite, le Parti Conservateur et le Parti National Réformé. Dans le courant du mois de mai 1985, plus de 30.000 personnes signèrent des pétitions demandant le maintien de la législation.

Les Blancs sont prêts à admettre que les Noirs, les Métis et les Indiens prennent leur part dans le gouvernement du pays, mais en revanche ils sont réticents devant toutes les mesures pouvant affecter leur cadre de vie. Cette attitude contraint le gouvernement à respecter pour le moment les deux autres piliers du développement séparé: le Group Areas Act (qui fixe les lieux de résidence en fonction de l'appartenance à un groupe ethnique) et le Population Registration Act (qui détermine l'appartenance de chacun à un groupe ethnique).

Les Blancs sont très attachés à la première, qui leur garantit que leurs quartiers d'habitation et leurs écoles ne seront pas occupés par des Noirs ou des Métis. Ils craignent que l'arrivée d'habitants de couleur ne fasse tomber le prix de leurs maisons et que le niveau scolaire des écoles ne soit mis en péril par un nombre trop important d'enfants noirs.

Quel avenir?

L'utopie de la règle «un homme une voix» n'est pas seulement mise en cause en Afrique du Sud blanche, mais des intellectuels africains ont critiqué cette notion, considérant qu'elle présentait plus d'inconvénients que d'avantages. Le journaliste nigérian Noel Mahmud Okereke vient de publier un ouvrage dans lequel il étudie la situation du pays et conclut qu'accepter la règle de la majorité serait un suicide pour les minorités, en particulier les Blancs, les Métis et les Indiens. Noel Mahmud Okereke plaide en faveur d'un système confédéral, proche de celui de la Suisse, respectant les particularités ethniques et culturelles de chacun.

Pour l'instant les perspectives d'avenir ouvertes par la volonté réformiste du gouvernement présidentiel demeurent incertaines. Le gouvernement envisage une confédération sud-africaine d'Etats souverains, noirs et blancs. Les «townships» des régions blanches, abritant des Noirs urbanisés, des Métis et des Indiens, recevraient un statut de «ville libre»... Chaque cité noire serait dotée de la plus grande autonomie et enverrait des représentants à un parlement inter-racial devant traiter des sujets d'intérêt commun.

Le centre des villes blanches comportera un centre commercial (le *Central business district)* ouvert à tous. Les

Indiens, les Métis ou les Noirs qui avaient jusque là recours à des hommes de paille blancs pour ouvrir un commerce, pourront le faire en leur nom. En outre, le congrès du Parti National de l'Etat libre d'Orange, une des régions les plus conservatrices du pays a demandé au gouvernement de lever l'interdiction séculaire faite aux Indiens de commercer et de résider dans la province.

Le gouvernement se tient à cette politique des petits pas car elle lui permet de ne pas brusquer son électorat. Pourtant le temps lui est compté. Chaque nouvelle proposition lui aliène une partie de son électorat. Les succès des partis d'opposition de droite et la désaffection croissante vis-à-vis du Parti Fédéral Progressiste sont des signes qui ne trompent pas. Les partis conservateurs gagnent 7% de voix par an. Dans la province du Natal, traditionnellement libérale, le référendum avait été approuvé à 75%; aujourd'hui le Parti National n'obtient que 45% des voix. Si des élections générales avaient lieu aujourd'hui, les tenants de l'apartheid deviendraient la seconde force politique au sein du parlement blanc. C'est ce qui arriverait si les Noirs parvenaient au pouvoir.

Le gouvernement espère ainsi satisfaire les aspirations politiques de la majorité des Noirs, tout en trouvant un compromis permettant de protéger les droits des minorités, les Blancs, les Métis, les Indiens et les petites nations noires.

Mais l'ANC, le nouveau syndicat noir unifié, le Cosatu, et les autres partisans de la règle de la majorité simple dans un pays qui aurait aboli toute référence à l'appartenance ethnique, ne sont pas prêts à désarmer et tout projet politique négocié avec le gouvernement sud-africain blanc sera à leurs yeux entâché d'une sorte de péché originel indélébile.

Le conflit semble donc inévitable. En dépit des efforts des modérés des deux bords, Blancs et Noirs sont prêts pour l'épreuve de force. Le gouvernement doit trouver une solution pour désamorcer la bombe à retardement. Mais ses moyens sont limités et son temps est compté.

Trystan MORDREL.

ANNEXES

Editorial du journal noir *Sowetan*, édité à Soweto:

L'hooliganisme à Soweto

Il importe de souligner la patience dont a fait preuve la communauté noire au cours des récentes émeutes. Nous craignons cependant que cette patience atteigne ses limites si les Noirs réalisent qu'ils sont victimes de hooligans qui souvent, à Soweto, semblent l'emporter sur la raison.

La semaine dernière, nos bureaux ont été inondés de plaintes émanant de personnes ayant été dépossédées «au nom de la lutte menée» ou qui ont eu leur pare-brise enfoncé par des éléments isolés, ignorant apparemment les mobiles des manifestations et se montrant particulièrement brutaux.

Nous savons de source officielle que nombre de ceux qui sont morts en juin 1976 (époque des premières émeutes de Soweto), ont été tués par un ou plusieurs inconnus. C'est ce que l'on verra dans les rapports officiels.

Simple est la raison de ce phénomène: de nombreux protagonistes ont profité de la situation de chaos pour régler de vieilles querelles ou simplement pour s'adonner au vol et au crime. Nous sommes persuadés que ceux qui ont sacrifié leur vie pour une cause juste ne reposeront pas en paix tant que règnera le hooliganisme.

La semaine dernière, des gens sont descendus dans la rue et ont commencé à lapider les voitures. Pour quel motif? Ces personnes dont la propriété est aveuglément détruite sont victimes du système de ce pays au même titre que d'autres. Lapider leurs voitures ou les dévaliser changera-t-il la situation en un sens positif?

Nous comprenons que ceux qui organisent ces manifestations ne peuvent être tenus pour responsables de ces éléments violents. Nous savons que, dans la mesure du possible, toutes les organisations qui mettent sur pied ce genre d'événements tiennent à leur donner un caractère pacifique. La plupart des dirigeants responsables ont assurément condamné la violence.

Ces organismes doivent cependant réaliser que la patience des citoyens a ses limites. Il est certain que les actes de hooliganisme se révéleront contre-productifs et entacheront le nom et l'image d'organisations qui les auront inspirés. Nous réitérons notre exhortation à la communauté à s'abstenir de tout acte de violence à l'encontre de leurs frères. La violence engendre la violence et le cercle vicieux peut devenir irrémédiable jusqu'à échapper à tout contrôle.

Ce genre de sauvagerie aura également pour conséquence que les citoyens perdront confiance dans leurs dirigeants noirs et remettront en question le bien-fondé des manifestations. Nous savons que toutes les organisations se joindront à nous dans notre appel pour que cesse le hooliganisme. Il ne profite à personne.

Johannesburg, 18 septembre 1984.



Les appels de Desmond Tutu en faveur de sanctions économiques contre l'Afrique du Sud ont suscité de nombreuses réactions hostiles. Voici un exemple de l'opinion blanche:

Quels sont les objectifs de l'évêque Tutu?

L'appel de l'évêque Desmond Tutu à la communauté internationale pour que soient appliquées des sanctions punitives contre le gouvernement sud-africain lui a évidemmet valu le soutien de quelques éléments d'extrême-gauche et d'autres ennemis de l'Afrique du Sud. Cependant, bien d'autres personnes et institutions responsables ont de bonnes raisons pour faire endosser à l'évêque (lauréat de différents prix internationaux pour la paix) l'initiative de nombreux hauts faits du genre. Surtout si l'on songe aux répercussions destructrices qu'un appel émanant de lui pourrait engendrer.

De quel mandat se réclame donc l'évêque anglican de Johannesburg pour tenter ainsi d'inciter les autres à imposer des sanctions contre l'Afrique du Sud? La majorité des institutions économiques sud-africaines de bonne notoriété et de nombreuses autres à l'étranger, ainsi que les responsables des Etats noirs indépendants et autonomes, ont écarté cette opinion pour les réformes constitutionnelles. Ils l'ont qualifiée d'auto-destructrice et de contre-productive. Cette opinion est partagée par la plupart des autres pays d'Afrique australe ainsi que par les gouvernements américain, britannique et ouest-allemand.

On assiste à une certaine anxiété générale quant aux répercussions éventuelles qui découleraient inévitablement de la campagne que mène aujourd'hui ouvertement l'évêque Tutu. Surtout maintenant que l'Afrique du Sud est aux prises avec une récession économique particulièrement grave. Cela ne peut qu'engendrer davantage de chômage, de pauvreté et de misère.

La stratégie visant à saigner le gouvernement blanc est vaine et ne peut qu'engendrer des malheurs infinis. Ainsi, Mme Helen Suzman (opposant déclaré de l'apartheid au parlement blanc depuis vingt ans) a déclaré

qu'elle aurait soutenu la campagne de sanctions si elle aveait eu la moindre chance d'aboutir et de renverser le gouvernement. Mais c'est peine perdue.
A quoi tend exactement l'évêque Tutu avec sa politique dangereuse, sinon à une violence accrue?

Die Burger,Cape Town, le 4 avril 1986.



Ci-dessous, un article du journal noir de Soweto, le *Sowetan*, montrant combien cruciaux étaient les clivages raciaux parmi les Noirs d'Afrique australe:

Une situation complexe

Nous ferions bien d'abandonner l'idée selon laquelle les Noirs d'Afrique du Sud ne seraient pas profondément affectés par les conflits tribaux qui souvent confinent à la haine. Lorsque les Occidentaux —et souvent les Sud-africains blancs— nous reprochent nos profondes divisions tribales, nous tournons le dos avec dédain. Nous rétorquons que dans les cités noires, au moins, il n'existe aucune friction de ce type.
Nous sommes pour le moins ébranlés en apprenant que soudain, une bataille a éclaté entre Zoulous et Pondos. Ce sentiment a pour origine l'idée que nous nous faisons de nous-mêmes et cette idée est bâtie sur une illusion.
Nous ferions bien de voir l'amère vérité en face. Nous ne sommes pas très différents des Noirs vivant en d'autres parties du continent quant à nos affiliations tribales.
Notre tendance à nous retrancher derrière certains masques causera notre perte.
En fait, si les différences tribales ne sont pas apparentes dans les cités noires et les régions urbaines, cela est dû aux circonstances. Les mariages entre membres de communautés différentes sont chose courante. De plus, nous autres Noirs urbains, pratiquons les principales langues noires.
Sur le plan politique, nous sommes méfiants à l'égard de la tactique du gouvernement consistant à diviser pour régner. Nous avons donc tendance à nous replier sur une unité noire et à refuser tout caractère tribal. Cette attitude est souvent payante, bien que d'autres forces en RSA nous fassent nous pencher sur les appartenances tribales. Nous avons par exemple les Pondos des régions urbaines qui réagissent lorsque leurs parents et amis sont attaqué par les Zoulous. Par ailleurs, ces mêmes Zoulous déversent du fiel sur les Pondos jusque dans les régions urbaines.
Nous devons finalement admettre que nos différends tribaux sont attisés par le gouvernement. Cela, vu les exigences du système d'apartheid.
Des intellectuels disent que les Zoulous et les Pondos se battent pour des questions territoriales. C'est probablement une des causes de ce conflit.
Selon des renseignements dont nous disposons quant à la situation prévalant dans de nombreuses parties du Natal, on incite les Zoulous à regarder d'un œil malveillant les Noirs de langue Xhosa. Il importe peu que vous soyez tel ou tel type de Xhosa, on vous classe vite fait comme un Pondo.
La situation est à ce point primaire et ridicule.
Nous avons bien peur que les dirigeants des foyers tribaux et leurs soi-disants organisations culturelles soient également responsables de cette sauvagerie. Dès que les tribus se considèrent non seulement différentes des autres mais supérieures à elles, les questions territoriales —et même les litiges à propos des femmes— prennent

une tournure franchement étrange.
Ceci n'est pas une attaque contre les Zoulous ou contre les Pondos. C'est une approche de l'existence que mènent la plupart des Noirs en Afrique du Sud. Il ne fait aucun doute que si vous vous rendez au Bophuthatswana, vos chances d'être bien traité varieront selon que vous êtes Tswana ou non. Si vous vous rendez au Venda, votre appartenance tribale pourra décider de votre sort. Au KwaNdebele, la situation est des plus déplorables. Des gens s'entretuent en raison des frontières politiques que leur ont imposées les politiciens blancs.
Si les Swazis sont connus pour leur attachement au tribalisme, on peut s'imaginer qu'il s'agit presque d'une tendance nationaliste. Mais pour les Sud-africains, persister dans cette voie offre des perspectives peu encourageantes pour l'avenir.

The Sowetan,
Johannesburg, 28 janvier 1986.



SUITE DE L'EDITORIAL (page 2)

pire: ils refusent, comme le révérend Boesak (4), toute espèce de concession; ils désirent punir l'Afrique du Sud par des sanctions qui causeront le marasme économique pré-révolutionnaire qu'ils appellent de leurs vœux. Pour eux, tout dialogue constructif vers un développement séparé des différents peuples sud-africains doit être saboté.

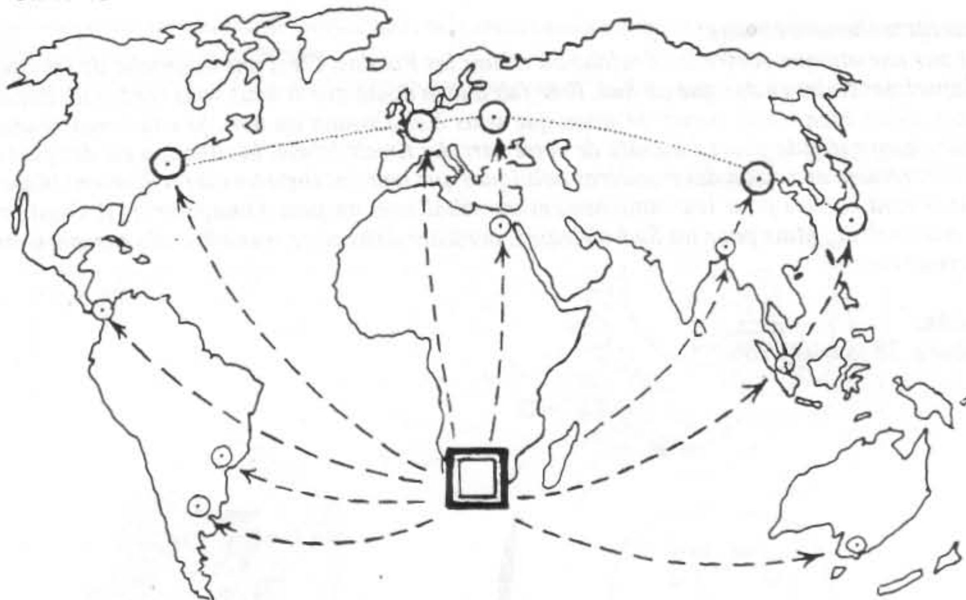
En effet, le faux humanisme occidental ne peut accepter ce type raisonnable de développement, basé sur la détention, pour chaque ethnie, d'un territoire propre et respectueux des différences ethniques. Ce faux humanisme refuse aux peuples ce «souci d'eux-mêmes», amorce d'une sérénité existentielle, d'une force dialoguante. Il désire empêcher l'affirmation de l'être collectif des ethnies sud-africaines pour les fondre dans un nouveau melting-pot. C'est ainsi que la solution à long terme proposée par les occidentaux néglige les différences des peuples sud-africains et les fait ainsi régresser au stade animal commun de la conscience d'espèce, pensée en terme d'«humanité», concept strictement biologique, dépourvu de tout contenu historique et culturel, donc de tout adstrat proprement humain. Cette solution, basée sur une conception zoologique et indifférenciée de l'humanité est paradoxalement la plus raciste et la plus in-humaine qui soit, puisqu'elle nie l'aspect culturel et historique qui distingue l'homme de l'animal.

Gert DEVILLIERS.

Notes

(1) 2,5% de croissance en 87 (même croissance prévue en 88) après 1,5% pour 85 et 86.
(2) 6 millions de Rands en 87.
(3) Est-ce un crime d'être la maîtresse d'un Blanc?
(4) Pasteur métis. Il déclara lors d'une conférence le 23/I/83 à Johannesburg: «Nous voulons tous les droits. Nous les voulons ici dans une Afrique du Sud unifiée. Nous les voulons maintenant...».

Carte 41



Comme l'Europe domine l'hémisphère Nord, l'Afrique du Sud domine géostratégiquement l'hémisphère Sud : non seulement ce pays est à peu près équidistant de l'Inde et du Brésil, de Singapour et du Canal de Panama, mais il est le seul au monde à être également équidistant de Pékin et de Washington, de Londres et de Paris, de Bonn et de Moscou. Il occupe le versant Sud de la puissance politique et économique mondiale, entièrement concentrée au Nord. Le bastion «sud-africain» englobe en réalité la République sud-africaine, le Transkei, le Sud-Ouest africain, la Rhodésie et le Botswana.

"Un point d'appui pour soulever le monde" Géopolitique de l'Afrique australe

par Robert STEUCKERS

Depuis l'accession de Reagan au pouvoir, les Etats-Unis ont adopté une attitude "pragmatique" à l'égard de la RSA, ont décidé de pratiquer *"a constructive engagement"*, à la condition expresse toutefois que l'Afrique du Sud renonce à son modèle de développement autonome et accepte les critères économiques dictés par l'Amérique, critères que celle-ci drape dans la "moralité". De manière expresse, les porte-paroles de la Maison Blanche ont déclaré que les propositions sud-africaines en matière de défense commune des eaux de l'Atlantique Sud et de l'Océan Indien passaient au second plan et que les réformes intérieures, c'est-à-dire l'abrogation de l'apartheid, constituaient l'objectif numéro un de la diplomatie américaine dans cette région du monde (Cf. "US policy on SA has a basic condition", *The Sunday Times*, 4/11/1984). C'est pourquoi, en dépit des propositions d'alliances militaires suggérées par la RSA, les Etats-Unis font pression sur leurs propres firmes pour qu'elles cessent d'investir en Afrique Australe.

Une subordination du militaire à la "morale"?

En guise de conclusion, nous serions tentés de dire que les Etats-Unis placent la "morale" au-dessus de leurs intérêts militaires les plus évidents... Mais une telle attitude contredit de manière trop flagrante les principes d'action les plus naturels de la diplomatie et les règles les plus élémentaires du *struggle for life* entre les nations. Il serait naïf de déclarer que les Etats-Unis pratiquent en Afrique Australe une diplomatie masochiste, contraire à leurs intérêts de grande puissance. Si les Etats-Unis placent aujourd'hui avec Reagan comme hier avec Carter la "morale" au-dessus d'une politique d'alliance militaire, c'est que leurs intérêts nationaux, en l'occurrence leurs intérêts économiques, coïncident avec cette subordination du militaire à la "morale".

Comment expliquer cette subordination, en apparence contraire à toute saine logique politique? Par l'histoire même de l'Afrique du Sud. Les "treks" des Boers entre 1835 et 1837 correspondent à une vieille nostalgie européenne, celle de former des républiques paysannes libres, autonomes, économiquement auto-centrées,

purement agraires et libres de toute immixtion étrangère, notamment celle de la couronne britannique qui venait de s'arroger la Province du Cap. Après une quantité d'escarmouches, une première guerre des Boers, en 1881, se termine par la déconfiture britannique. Entre-temps, les mines d'or connaissent une expansion croissante, ce qui attire les capitaux internationaux et les convoitises des banquiers de Lombardstreet (la Wall Street du XIXème). Ce monde de la finance internationale incitera le gouvernement britannique à déclencher une seconde guerre des Boers, la plus connue, afin de s'emparer définitivement des deux républiques paysannes libres de l'Etat d'Orange et du Transvaal. Cette guerre atroce, qui inaugure tristement l'ère concentrationnaire, détruit 60% de la richesse nationale des républiques boers. La "liberté" au vieux sens européen du terme cède le pas à l'économie mondialiste: les républiques sont englobées dans le système économique mondial et perdent ipso facto leur autonomie. La famille Oppenheimer peut commencer à construire son empire capitaliste. Mais, dans les quatre "colonies" britanniques, la résistance nationale va contrecarrer ce projet. De 1910, année où ces quatre colonies deviennent un dominion, celui de l'Union Sud-africaine, jusqu'en 1961, où cette union proclame son indépendance totale à l'égard de la Grande-Bretagne et du Commonwealth, le combat Boer n'a pas cessé contre le libéralisme mondialiste britannique.

L'affrontement de deux économies

Aux Volkskongressen (congrès du Peuple) de 1938 et 1939, les nationalistes Kestell et du Plessis réclament la constitution d'une puissance économique autonome pour les Afrikaaners. Du Plessis, adepte d'un socialisme pragmatique et populiste, entonne un plaidoyer pour la création d'un capital coopératif. Et il ajoute: "une puissance d'argent basée sur du sable ne constitue nullement l'objectif de nos efforts, car cette puissance serait aux mains de l'étranger. Ce n'est pas là la voie qu'ont choisie les Afrikaaners". Dès cette époque, au-delà de la querelle raciale, deux économies vont s'affronter: l'économie mondialiste, portée par les Britanniques d'Afrique du Sud et par le système Oppenheimer, et l'économie nationale, portée par les descendants des Trekkers. Sur le plan géopolitique, cette opposition va se révéler porteuse d'histoire.

Le défi de Cecil Rhodes

En effet, à cette époque où l'impérialisme est roi, Cecil Rhodes rêve de relier Le Caire au Cap par chemin de fer et de placer l'intégralité de cette ligne sous contrôle britannique. Pour réaliser ce plan, il faut sauter au-dessus de l'obstacle que constituent les deux petites républiques boers. La guerre des Boers se déclenchera dès lors pour trois raisons: 1) l'inclusion des mines d'or et de diamants dans la sphère d'une économie mondialisée, 2) l'annihilation d'un système politique de paysannat libre qui incite les peuples d'Europe à rejeter les jougs absolutistes et, enfin, 3) la réalisation du plan de Cecil Rhodes. Les Britanniques auront la rage de vaincre les deux républiques paysannes car ils savent que l'Europe, en son for intérieur, prend parti pour les Boers. Les Allemands y investissent des capitaux colossaux et construisent, avec l'aide des Hollandais, un chemin de fer entre Witwatersand et la côte mozambicaine de l'Océan Indien, sous juridiction portugaise. Cette ouverture sur une mer entièrement dominée par l'Empire britannique de trois puissances européennes est considérée par l'Angleterre comme un insupportable défi. C'est Bismarck, européocentriste, qui empêchera une coalition européenne contre l'Angleterre, arguant que l'équilibre de notre continent était trop fragile pour être mis en jeu. L'Empereur d'Allemagne Guillaume II est, lui, moins prudent: il rappelle sans cesse les liens de sang qui unissent Boers et Allemands; à la suite d'un putsch avorté au Transvaal, fomenté par Rhodes, il congratule ouvertement le gouvernement Krüger et le félicite d'avoir contrecarré les visées britanniques. Les Boers s'imaginent dès lors que l'Allemagne interviendra à leurs côtés. L'Angleterre adopte la stratégie suivante: elle exige que les républiques donnent le droit de vote aux mineurs et chercheurs d'or blancs n'ayant pas la nationalité de l'Etat du Transvaal ou de l'Etat d'Orange. Krüger refuse pour la simple raison que son peuple n'est plus majoritaire dans son pays, du fait que le boom minier a draîné une population très hétérogène mais essentiellement blanche (les "Uitlanders") dans les villes nouvelles qui s'étendent comme des champignons. Krüger déclare au dernier messager britannique venu le voir: «Vous ne voulez pas le droit de vote, vous voulez nous voler notre pays!». La guerre éclate, l'Allemagne livre du matériel mais n'intervient pas directement, l'Europe prend parti pour les Boers mais l'Angleterre emporte la victoire.

Lénine pour l'apartheid?

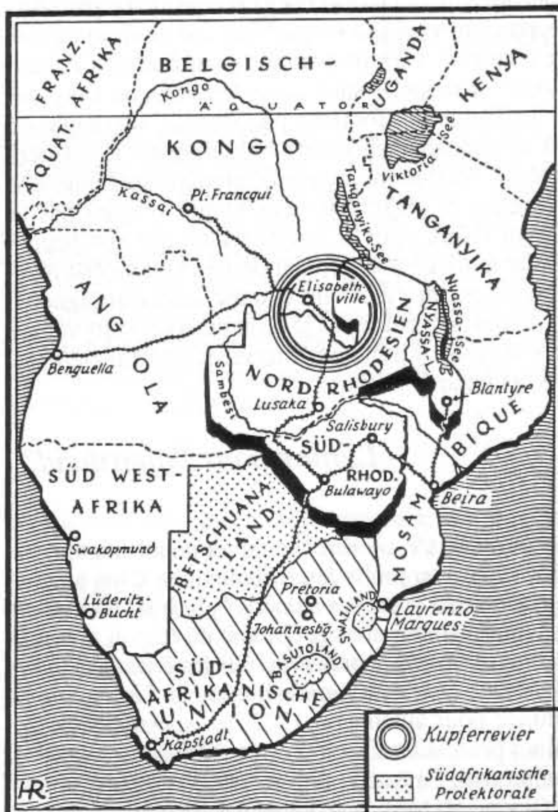
Mais cette victoire n'imposera pas définitivement le principe d'égalité, c'est-à-dire, en fait et nonobstant la coloration "morale", la capitulation des fondateurs des deux républiques au profit des Britanniques. Cinq années après la signature du traité de paix, la démocratie de style britannique porte les anciens "jusqu'au-boutistes" Botha, Smuts et Hertzog au pouvoir. En 1910, le 31 mai, les deux républiques, la colonie du Cap et le Natal forment ensemble l'Union sud-africaine et adoptent une constitution ségrégationniste. Tous les Blancs y adhèrent, Britanniques comme Afrikaaners. Mais la lutte entre le principe libéral de mondialisation de l'économie et le principe autarcique des nationalistes boers n'est pas terminée pour autant. En 1922, les socialistes et les syndicalistes se révoltent contre l'admission de Noirs à certaines professions. Leur slogan: "Prolétaires de tous les pays, luttez pour une Afrique du Sud blanche!". Lénine approuve. La troupe tire sur les émeutiers. La morale à tirer, aujourd'hui, de cet événement historique, c'est qu'il y a soixante ou septante ans, la gauche prenait

parti pour les Boers et la politique de ségrégation et la droite libérale favorisait l'intégration des races. Et de cette morale, nous devons tirer la leçon suivante: la situation actuelle en RSA ne peut en aucun cas s'analyser selon les schémas manichéens que propagent les médias d'Occident. Le clivage gauche/droite est ici également inopérant: la gauche ouest-européenne, avec des théoriciens comme Lipietz du parti des Verts à Paris, Grjébine proche du CERES, Lambert de la *Revue Nouvelle* et du parti Ecolo à Bruxelles, Werner Mayer-Larsen du *Spiegel,* Philippe Messine du *Monde Diplomatique*, Samir Amin, l'économiste égyptien qui réclame la déconnexion des économies du Tiers-Monde par rapport au système mondial, etc., cette gauche donc, s'est faite, avec raison, l'avocate de l'auto-centrage de nos économies, favorise les projets d'investissements locaux ou grand-européens et prône, à l'instar des *Kathedersozialisten* du XIXème, l'autarcie européenne. Comment peut-elle dès lors refuser aux Boers ce qu'elle réclame pour la classe ouvrière européenne? A droite, où l'on aime aujourd'hui se pavaner dans les frusques du libéralisme, version XVIIIème, on n'est pas plus logique quand on défend l'Afrique du Sud. Quand un Jean-Marie Le Pen, ou tout autre polémiste, politicien ou journaliste dit de "droite", manifeste sa solidarité avec l'Afrique du Sud conjointement à son hostilité aux syndicats français, on est parfaitement en droit de lui demander quelle est la logique de ce bricolage de slogans? Et on est en droit de lui poser une question perfide: que pensez-vous, Monsieur Le Pen, en tant qu'historien, de la révolte des ouvriers sud-africains de 1922?

Une très grande Afrique du Sud

Mais ce pilpoul des cafés de commerce européens nous occulte l'enjeu réel que représente l'Afrique australe. Revenons à l'histoire. En s'affirmant petit à petit, entre 1910 et 1931, année où l'Union sud-africaine accède à l'indépendance formelle au sein du Commonwealth, les Afrikaaners chercheront à créer une plus grande Afrique du Sud, "a Greater South Africa". Première étape: l'absorption du Betschuanaland (l'actuel Botswana), du Swaziland et du Basutoland (l'actuel Lesotho). Deuxième étape: arriver à créer une grande confédération sud-équatoriale avec les possessions portugaises et le Congo belge (l'actuel Zaïre). Le projet renoue là avec une vieille idée allemande, celle de la Mittelafrika, s'étendant de l'Atlantique Sud à l'Océan Indien, de l'embouchure du fleuve Congo à Zanzibar. Pas étonnant dès lors que les Britanniques chercheront à tout prix à torpiller ce projet. Comment opèreront-ils? En essayant de créer un dominion fidèle au nord de l'Union, dominion rassemblant la Rhodésie du Nord (l'actuelle Zambie), le protectorat du Nyassaland (l'actuel Malawi) et la Rhodésie du Sud (l'actuel Zimbabwé). Pour les Britanniques, ce nouveau dominion plus aisément contrôlable servirait de barrage à l'expansion boer et surtout de pion contre la constitution d'une vaste zone semi-autarcique au sud de l'Equateur, indépendante du système d'échanges internes qu'était le Commonwealth.

Car c'est bien là que réside le problème sud-africain tout entier: le refus par les Britanniques d'abord, par les Américains ensuite, de voir se créer une zone totalement auto-suffisante dans l'hémisphère australe, capable de se passer de toute aide et de toute importation européenne ou américaine et, de surcroît, maîtresse des minerais. La stratégie de la balkanisation, celle de diviser pour régner, s'impose en Afrique équatoriale comme en Europe et surtout comme partout ailleurs sur le continent africain, ce qui a scellé l'effondrement de l'espoir panafricain,



La «Grande Afrique du Sud» comprenant l'Union Sud-Africaine au Sud et les Rhodésie au Nord (avec le Nyassaland) aurait pu constituer un pôle indépendant de Londres comme le souhaitaient les Boers et les colons britanniques non inféodés aux grandes instances capitalistes. La logique britannique a été de diviser pour régner: de fractionner en deux dominions ce qui aurait pu n'en faire qu'un seul. Avec l'indépendance de la RSA en 1961, la logique impérialiste anglo-américaine a été d'attiser les querelles entre Africains Blancs et Noirs de façon à balkaniser l'Afrique australe et lui interdire l'envol brillant que ses richesses lui permettraient. Au fond, cette logique de balkanisation est exactement la même que celle pratiquée en Europe.

une certaine autonomie. L'affaire Kiessling, qui avait mobilisé les médias en janvier 1984, le prouve amplement. Ce général ouest-allemand, bras droit de Rodgers au QG de l'OTAN à Mons-Casteau, souhaitait que les Européens de l'OTAN puissent s'organiser de manière plus autonome et puissent répondre plus souplement à des défis diplomatiques régionaux. Kiessling voulait que se poursuive la Doctrine Harmel de dialogue inter-européen et que soit abandonnée la nouvelle guerre froide inaugurée par l'Administration Reagan. Mieux: Kiessling voulait que l'OTAN abandonne sa stratégie de limitation au théâtre européen d'un éventuel conflit nucléaire en Europe. En tant qu'Allemand, Kiessling ne pouvait admettre que sa patrie serve de terrain de combat sans pouvoir tenter au moins une solution diplomatique.

La géopolitique allemande avait une dimension européenne et c'est heureux que la pensée politique française soit en train de la redécouvrir et de la rééditer aujourd'hui. Elle souhaitait avant-guerre que les relations internationales ne soient plus dominées par les seules thalassocraties britannique et américaine, qui avaient éliminé la marine allemande à Versailles en 1919 et imposé une limitation de tonnage à la France et à l'Italie en 1923 (Georges Valois s'insurgera contre ses mesures). Dans plusieurs régions du monde, en Inde, dans le cône sud du continent latino-américain, en Europe et en RSA, se dressent de nouvelles puissances qui ne peuvent accepter sans conditions la tutelle imposée par Washington, sous prétexte que Moscou risque de frapper. Or Moscou a plutôt montré une radicale incompétence en Afrique. Les liens tissés entre Machel et Botha, le dialogue entre l'Angola et l'Afrique du Sud, prouve que la présence soviétique en Afrique n'est finalement plus qu'un souvenir. Le défi du XXIème siècle qui frappe à notre porte, c'est précisément de remplacer une économie mondialiste qui craque de toutes parts par des zones semi-autarciques auto-centrées.

Gagner la bataille des médias

Les nations candidates à jouer un rôle déterminant dans ces futures confédérations doivent gagner la bataille des médias. Pour la RSA, il s'agit de rappeler, notamment aux forces de gauche, que Lénine bénissait l'apartheid et condamnait la politique des grands groupes capitalistes en Afrique australe, favorables, eux, à l'égalité des droits. Et qu'en conséquence, les discours anti-sud-africains aujourd'hui apparaissent particulièrement puérils quand on se réclame par ailleurs de la tradition socialiste ou marxiste européenne. Plus importante à mes yeux est cette option actuelle de la gauche politique et intellectuelle qui préconise l'auto-centrage des économies et la déconnexion vis-à-vis des institutions mondialistes. Auto-centrage et déconnexion qui trouvent d'ailleurs un large écho dans le Tiers-Monde: la Chine de Mao l'a pratiquée hier en enthousiasmant les jeunes contestataires européens, Kwame Nkrumah s'est fait l'avocat de cette forme moderne d'autarcie en Afrique Noire, l'Egyptien Samir Amin vient d'exprimer cet espoir avec brio dans un livre récemment paru à Paris... Et c'est là précisément que le bât blesse puisqu'on peut être simultanément partisan de l'émancipation du Tiers-Monde sur base de l'auto-centrage des économies et admettre que l'Afrique du Sud, en accord avec les forces qui sous-tendent son histoire, puisse se trouver une solution confédéraliste conforme à son passé et impliquant aussi une forme d'auto-centrage économique, tel que l'avaient préconisé les orateurs nationalistes Kestell et du Plessis en 1938 et en 1939. Dans les discours médiatiques européens d'aujourd'hui, tant la gauche que la droite manquent de cohérence et cette absence de cohérence provoque une dépolitisation par irréalisme et par inculture historique. Ces deux maux constituent l'assise de l'assomption de l'Europe dans les limbes de la transhistoire, où végètent nos peuples faute d'informateurs sérieux et d'hommes politiques valables.

Reste la question raciale. Les discours dits "racistes" ou assimilés comme tels ne sont finalement que paroles, tout comme sont vaines paroles les discours anti-racistes propagés par les médias occidentales. Ces discours relèvent du domaine des sentiments, pas du domaine de l'analyse politique sérieuse qui, lui, ne retient que les phénomènes de puissance politique. Le fond du problème racial sud-africain réside dans la distribution inéquitable des terres. Le géopoliticien allemand Walther Pahl avait déjà milité, entre 1937 et 1939, pour une redistribution des terres aux paysans noirs, de manière à ne pas condamner les ethnies non blanches à la dépendance économique totale. Comme le déclarait un citoyen sud-africain à Michel Droit: "Nul ici ne devrait avoir le pouvoir de dominer l'autre. Ni le plus fort numériquement ni le plus fort techniquement et culturellement". La tâche des Sud-Africains est immense; elle doit parvenir à harmoniser les desiderata de plusieurs dizaines d'ethnies sans léser personne. Mais n'est-ce pas le cas également en Europe, où la nécessité d'unir les efforts de tous nos peuples se heurte bien souvent à des mécompréhensions dramatiques, dictées parfois par de bonnes intentions, comme dans le dialogue franco-allemand sans cesse avorté? Ou dans le dialogue avec le monde slave, dont nous ignorons tout de l'histoire, ici à l'Ouest?

Les dettes en guise d'épée de Damoclès

L'avenir des relations entre l'Europe et la RSA dépendra de l'interdépendance entre les deux régions mais aussi du degré d'autonomie économique qu'elles pourront chacune acquérir. Certes l'Afrique du Sud doit vendre ses minerais dans l'hémisphère nord si elle veut survivre économiquement. Mais si les banques américaines acculent la RSA à l'illiquidité, un appauvrissement généralisé frappera toutes les ethnies de l'Afrique australe qui répondra, comme l'URSS, par la création d'une industrie autonome produisant des biens de moindre qualité mais suffisants pour son marché intérieur soustrait, à cause du boycott, à la concurrence internationale. La RSA se verra alors contrainte de refuser de payer ses dettes aux banques américaines et de tenter au moins d'honorer celles qu'elle a contracté avec les banques européennes. La politique de Washington va-t-elle de ce fait

de la troisième voie panafricaine, dont rêvent tous les indépendantistes du continent noir. De plus, ce pôle austral se situerait à mi-chemin entre l'Australie et l'Amérique Latine, position géopolitique qui permettrait le contrôle de la circulation maritime de l'Atlantique Sud et de l'Océan Indien. La Grande-Bretagne impériale du début de ce siècle refusait à toute puissance l'accès direct à l'Océan Indien: ce fut le cas quand les Russes prirent pied en Asie Centrale, quand les Allemands construisirent le chemin de fer Berlin-Bagdad, quand les Italiens occupèrent l'Abyssinie. A fortiori, elle refusait qu'une de ses colonies, devenue indépendante, réitère la révolution américaine, se détache de la couronne et pratique une politique impériale dans une région où elle règne sans partage.

Les succès d'une diplomatie

Cette volonté d'empêcher le renforcement du pôle sud-africain, les Etats-Unis l'ont reprise à leur compte, tout en déclarant vouloir "a constructive engagement", un "engagement constructif". Ces dernières années en effet, la diplomatie sud-africaine avait enregistré des succès prometteurs. Le 16 février 1984, la RSA et l'Angola se mettent d'accord pour faire cesser les hostilités par personnes interposées entre les deux pays. L'Angola, avec ses 8,56 millions d'habitants est un pays agricole si riche qu'il pourrait être totalement suffisant. En plus, il possède du pétrole et une aile de son parti communisant au pouvoir (le MPLA) est prête à un dialogue plus reserré encore avec la RSA. Je me permets ici une petite question perfide: cette aile serait-elle la seule fidèle aux idées de Lénine? Le Malawi également est auto-suffisant au niveau alimentaire et entretient de bonnes relations avec la RSA. Le 16 mars 1984, Pieter Botha signe un pacte de bon voisinage et de non-agression avec le Mozambique de Samora Machel. Mais ce pacte est torpillé par les rebelles du RNM, qui font échouer le rapprochement entre les deux pays et la mise en œuvre d'une complémentarité industrielle. L'île Maurice entretient désormais de meilleures relations avec la RSA, grâce aux initiatives du leader social-démocrate Gaétan Duval, homme toutefois sérieusement contesté au sein de son propre parti.

Autre indice de l'hostilité des thalassocraties à l'encontre de la RSA: l'embargo rigoureux sur les ventes d'armes et de matériels, durant les années 60 et 70, notamment des pièces de rechange pour frégates et des hélicoptères anti-sous-marins de type Wasp. Pourtant, lors du Simonstown Agreement, pris à Londres en 1955, Britanniques et Sud-Africains étaient convenus de renforcer substantiellement la marine de Pretoria et de mettre sur pied une force d'intervention capable d'agir au-delà des frontières sud-africaines. Ces accords londoniens ont été pris dans le cadre de l'OTAN, organisation qui tirait seule les bénéfices de l'opération, puisque la RSA mettait à l'entière disposition de l'Alliance Atlantique sa base navale de Simonstown. Certes les lignes maritimes sud-atlantiques n'étaient pas fréquentées, à l'époque, par les navires de guerre soviétiques. Ce qui ne faisait pas apparaître la région comme menacée. Au cours des années 60, la Grande-Bretagne retire ses navires de l'Atlantique Sud. Johnson décrète l'embargo sur les ventes d'armes en 1967 et interdit à l'US Navy de fréquenter les ports sud-africains. La riposte de Pretoria, qui tente de briser le boycott, prend en 1966 la forme d'une politique de dialogue avec les Etats latino-américains, appuyée par le Portugal encore maître de l'Angola et du Mozambique. L'Argentine est le premier Etat à répondre aux offres sud-africaines, suivie ensuite par le Brésil. En 1968 et en 1969, des manœuvres rassemblent les marines brésilienne, argentine, portugaise et sud-africaine. Le "Cinquième Empire", dont rêvait Dominique de Roux, prenait forme. Qui plus est, la RSA équipe alors son aviation de "Mirages" français, exprimant là, en quelque sorte, son soutien au désengagement gaullien vis-àvis de l'OTAN. Sous les pressions de l'opinion publique internationale, le Brésil quitte cette ébauche d'alliance.

Double embargo américain

Avec l'arrivée au pouvoir du conservateur Heath à Londres et du républicain Nixon à Washington, Pretoria croit que son isolement va prendre fin. Au contraire, rien ne bouge. Nixon ne change rien aux dispositions prises par Johnson. Quand le travailliste Wilson succède au conservateur Heath, la Grande-Bretagne renforce son embargo et dénonce les accords de Simonstown. La France, abandonnant la stratégie gaullienne, se joindra aux partisans de l'embargo en 1977. La RSA, parfaitement capable de devenir maîtresse du pôle austral de l'Afrique, ne peut opérer son décollage naval et n'acquiert de ce fait pas l'outil pour forger sa politique économique, pour concrétiser son projet de confédération sud-équatorial. Les Etats latino-américains ne sont pas mieux lotis. Washington prend ombrage de leurs initiatives et jugule le développement de leurs marines. Les Etats-Unis dissuadent leurs "alliés" sud-américains de se lancer dans l'acquisition d'armements modernes et insistent pour qu'ils consacrent davantage d'efforts à leur développement économique. Résultat de ces pressions: les Etats latino-américains se tournent vers l'Europe. Mais là encore, les Etats-Unis s'interposeront. Ils feront pression sur la République Fédérale pour faire annuler le contrat de livraison d'une centrale nucléaire au Brésil. Le Brésil ripostera en dénonçant tous les accords militaires qui le lient aux Etats-Unis. Mais la crise sera de courte durée.

Avec Reagan, la collaboration reprend tant avec les Sud-Africains qu'avec les Latino-Américains pour s'enliser une fois de plus après la Guerre des Malouines. Comme le souligne très justement le géopoliticien français Hervé Coutau-Bégarie, l'Occident orchestré par Washington ne cherche pas à ce que se constituent dans l'Atlantique Sud des blocs autonomes, en matières de défense et d'économie. Les Américains pratiquent là une politique semblable à celle qu'ils pratiquent en Europe: ils refusent que le pilier européen de l'OTAN acquière

rapprocher les Européens des Sud-Africains? Nous pouvons l'espérer mais rien ne se dessine à l'horizon pour reprendre la politique d'un De Gaulle qui avait livré des Mirages à la RSA, sans se préoccuper des boycotts anglais et américains.

Un humanisme de la différence

Si les Etats-Unis ont proclamé la Doctrine de Monroe en 1823 et voulu par là que l'Amérique soit aux Américains, nous voulons, nous, que l'Afrique soit aux Africains, blancs ou noirs, et que l'Europe soit aux Européens, à tous les Européens qu'ils vivent aujourd'hui à l'Est ou à l'Ouest du Rideau de Fer. Ce souhait implique précisément une autre logique des relations internationales et un rejet des doctrines et des praxis qui postulent une mondialisation de l'économie et un arasement total des cultures et des modes de vie qui ont fait l'histoire, les littératures, les créations artistiques des peuples de notre planète. Ce que nous voulons voir triompher, c'est l'idée d'un confédéralisme, que ce soit celui suggéré par la RSA, ou celui présenté par l'URSS, avec ses potentialités et ses lacunes, l'URSS qui est, ne l'oublions pas, une "fédération d'Etats" ou par les divers projets qui en Scandinavie, en Europe Centrale ou dans les Balkans n'ont pas encore abouti. Dans la confédération, les principes fondamentaux de l'humanisme sont préservés, c'est-à-dire les principes fondamentaux de celui ou celle qui puit dire "rien d'humain ne m'est étranger". Humain signifiant ici, bien sûr, production originale, organique et non schéma conceptuel désincarné.

Robert STEUCKERS.

Bibliographie

1) Gerald ARABIN, Südafrika und seine Nachbarn, in: *Nation Europa*, 34/1, Januar 1984.
2) Jim BARKER, Afrika - der schwarze Kontinent, in: J. LöSER, *Gegen den dritten Weltkrieg. Strategie der Freien*, Verlag E.S. Mittler & Sohn, Herford, 1982.
3) Christiane CHOMBEAU, Afrique sud-tropicale, in: F. GEZE, A. VALLADãO, Y. LACOSTE, Th. PAQUOT, *L'état du monde 1985*, La Découverte, Paris,1986.
4) Hervé COUTAU-BEGARIE, *Géostratégie de l'Atlantique Sud*, PUF, Paris, 1985.
5) W.A. de KLERK, *The Puritans in Africa, A Story of Afrikanerdom*, Penguin, Harmondsworth, 1976.
6) Olaf Otto DILLMANN, Südafrika im Kräftespiel von Selbstbestimmung, Imperialismus und internationalen Wirtschaftsinteressen, in: *Nation Europa*, 34/1, Januar 1984.
7) Michel DROIT, *Et maintenant, si nous parlions de l'Afrique du Sud*, Plon, Paris, 1983.
8) Michael KIDRON & Ronald SEGAL, *The New State of the World Atlas*, Pan Books, London & Sidney, 1984.
9) G.H.L. LE MAY, *Black and White in South Africa. The Politics of Survival*, BPC, London, 1971.
10) Jordis von LOHAUSEN, *Les empires et la puissance. La géopolitique aujourd'hui*, Le Labyrinthe, Paris, 1985.
11) Martin LONEY, *Rhodesia. White Racism & Imperial Response*, Penguin, Harmondsworth, 1975.
12) Hans-Georg NACHTWEH, Peter SCHILLE, Paul M. SCHUMACHER, Erich WIEDEMANN, "Wir sind die Herren, das Land ist unser". Südafrika und die Angst der Buren vor der Zukunft, in: *Der Spiegel*, 1986/Nr.7-8-9-10-11.
13) Walther PAHL, *Das politische Antlitz der Erde*, Goldmann, Leipzig, 1938.
14) Walther PAHL, *Wetterzonen der Weltpolitik*, Goldmann, Leipzig, 1937.
15) Robert van TONDER, Die Opposition der Buren in zwei Weltkriegen, in: *Nation Europa*, 36/1-2, Januar/Februar 1986.
16) XXX, Is Reagan's America SA's Friend, in: *Ideas/Idees*, No. 4/5, 1985.



Éditeur responsable: Ralf Van den Haute, 16 rue Pampoel, 1080 Bruxelles